



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

44<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent de la défense nationale

TÉMOIGNAGES

**NUMÉRO 042**

Le mardi 29 novembre 2022

---

Président : L'honorable John McKay





## Comité permanent de la défense nationale

Le mardi 29 novembre 2022

• (1100)

[Traduction]

**Le président (L'hon. John McKay (Scarborough—Guildwood, Lib.)):** La séance est ouverte.

Nos témoins seront avec nous pendant la première heure.

Vous remarquerez, chers collègues, que notre véritable greffier est virtuel et que notre greffier virtuel est réel. Apparemment, les dents de notre greffier ne collaborent pas toujours comme elles le devraient. En ce moment même, il est en mode de rétablissement.

Sur ce, je vais demander à nos deux témoins, Mme Madeleine Redfern, cheffe de l'exploitation de CanArctic Inuit Networks, et Mme Jessica Shadian, présidente et cheffe de la direction d'Arctic360, de prendre la parole pendant cinq minutes chacune. Nous passerons ensuite aux questions.

Je vais peut-être demander à Madame Redfern de prendre la parole pendant les cinq premières minutes, après quoi nous passerons à Mme Shadian, si cela vous convient.

Sur ce, madame Redfern, vous avez cinq minutes pour votre déclaration préliminaire.

**Mme Madeleine Redfern (cheffe de l'exploitation, CanArctic Inuit Networks Inc., à titre personnel):** Merci beaucoup.

Je m'adresse à vous depuis Iqaluit, au Nunavut. Je suis désolée de ne pas avoir pu participer à cette séance en présentiel. Nous avons eu un blizzard hier.

CanArctic Inuit Networks est une entreprise détenue et dirigée par des Inuits et basée ici, à Iqaluit. Son objectif est de poser 4 500 kilomètres de câbles de fibre optique sous-marins dans l'Arctique canadien, du Labrador à Inuvik. Essentiellement, la route longe la côte du Labrador, de l'île de Baffin, en passant par l'Extrême-Arctique et par le passage du Nord-Ouest. Notre plan consiste à établir des réseaux qui relieront les communautés inuites des quatre régions de l'Inuit Nunangat ainsi que les installations industrielles et militaires.

Le câble sera doté d'une infrastructure polyvalente. Il permettra que sur les parties stratégiques de la route, on installe des câbles SMART, des câbles sous-marins de surveillance scientifique et de télécommunications fiables. À l'heure actuelle, nous manquons terriblement de données sur l'environnement marin de l'Arctique et de cartographie des fonds marins. En fait, nous n'avons que très peu ou pas d'information de référence marine sur tous les facteurs, des températures à la salinité et aux courants. Bien sûr, les changements climatiques y jouent un rôle important.

Les câbles SMART contribueront à recueillir ces données de référence et nous permettront de surveiller les changements climatiques en temps réel. Les militaires américains et canadiens ont be-

soin des mêmes infrastructures que les communautés du Nord pour les télécommunications, l'énergie et les transports. Il leur faut une bonne connectivité — fiable, stable, à haut débit, rapide et abordable — vers les ports et vers les pistes d'atterrissage. Nous avons besoin de solutions d'infrastructures.

Les satellites nous fournissent des données aériennes et de surface, mais leur capacité de fournir des données sur ce qui se passe dans l'environnement marin est limitée. L'agence américaine DISA, ou Defense Information Systems Agency, compte de plus en plus sur la fibre optique. Les fibres et les satellites sont des technologies intégrées, mais la fibre est nécessaire pour déplacer de grands volumes de données continues ainsi que pour recueillir des connaissances dans tous les domaines. Nous savons que nous devons être en mesure d'analyser de grands ensembles de données, principalement au moyen de l'intelligence artificielle.

Récemment, le Canada a attribué un contrat du NORAD à Nasituaq, une entreprise majoritairement inuite, et les États-Unis et le Canada se sont engagés à moderniser le NORAD, surtout depuis que la Russie a envahi l'Ukraine. Cependant, la Chine présente un risque et une menace croissants, d'autant plus qu'elle vise l'Arctique et qu'elle a commencé à planifier sérieusement l'acquisition de navires, de sous-marins et de drones sous-marins de cote glace.

Nos alliés, soit d'autres pays de l'Arctique ainsi que l'OTAN, reconnaissent que pour défendre le continent, il nous faut une connaissance approfondie de tous les facteurs. C'est dans le milieu marin que nous avons le moins de capacités et que nous devons développer la persistance sous la glace.

Le projet SednaLink a reçu l'appui des organisations, des sociétés de développement, des chambres de commerce et des entreprises inuites et nordiques.

CanArctic peut faire économiser 209 millions de dollars au gouvernement du Nunavut en confiant au secteur privé inuit la construction, la propriété et la gestion du câble à fibre optique. Les communautés du Nunavut ont désespérément besoin de ces 209 millions de dollars pour construire d'autres infrastructures, notamment des écoles, des centres de santé, des réseaux d'aqueduc municipaux ainsi que des garages municipaux pour les camions-citernes, les camions de vidange pour les eaux usées et les chasse-neige.

Bien que le projet SednaLink réponde à tous les critères du programme de financement autochtone de la Banque de l'infrastructure du Canada et du Fonds pour la large bande universelle d'Innovation, Sciences et Développement économique, ce dernier n'appuie pas la redondance des télécommunications et ne favorise même pas le secteur privé inuit.

SednaLink peut fournir le service Internet le moins cher en l'appliquant avec une approche fondée sur l'utilité. Les tarifs clients sont calculés en fonction des coûts d'exploitation et d'entretien de base. Tout profit supplémentaire réduira le coût pour les clients. On pourra ainsi mettre de l'argent de côté pour étendre les réseaux de fibre sous-marins pendant les phases 2 à 4.

Le projet SednaLink a fait l'objet d'un examen indépendant par deux entreprises internationales spécialisées dans des projets de fibre sous-marine. Elles ont jugé que SednaLink est viable et ont recommandé aux organismes inuits et aux sociétés de développement inuites d'investir dans ce projet.

En posant le câble SMART, SednaLinka développera une véritable capacité inuite en télécommunications, accroîtra l'économie bleue et surveillera les changements climatiques. Ce projet a la capacité de le faire mieux, plus rapidement et à moindre coût que le gouvernement.

Lorsque nous disons que les habitants du Nord doivent faire partie de la solution, cela inclut les entreprises inuites.

Merci.

**Le président:** Madame Shadian, vous avez la parole.

**Mme Jessica M. Shadian (présidente et cheffe de la direction, Arctic360):** Merci à tous de m'accueillir aujourd'hui.

La sécurité prend plusieurs formes. Il y a la sécurité absolue, qui est assurée par des missiles, des navires, des paroles d'agression, etc. Il y a aussi la sécurité qui est assurée par la diplomatie, la puissance discrète, le pouvoir de convaincre. La puissance discrète se transforme en puissance absolue par l'intermédiaire d'institutions multilatérales, d'accords conjoints, etc.

Je suis ici aujourd'hui pour représenter Arctic360, le groupe principal de réflexion du Canada sur l'Arctique. Bien que nous affirmions que la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique commencent chez nous, parce que c'est le cas, elles dépendent également de la sécurité régionale dans l'Arctique ainsi que du rôle et de l'influence du Canada dans la région.

Quel est donc le rôle des groupes de réflexion dans tout cela? Selon le Centre européen des politiques, les groupes de réflexion influencent l'élaboration des politiques en organisant des événements publics, en diffusant des publications et en maintenant leur présence dans les médias. Ils utilisent aussi des leviers informels comme des groupes de travail à huis clos, des tables rondes et des rencontres de diplomatie de couloir. Ils jouent un rôle important en assurant la promotion, et même la sauvegarde, de nos valeurs et de nos intérêts sur la scène mondiale. Ils établissent des liens entre différents secteurs politiques, éliminant ainsi le cloisonnement et le mental de groupe. Les groupes de réflexion jouent donc un rôle essentiel dans le contexte de la puissance discrète.

Arctic360 est un organisme non partisan sans but lucratif dont l'équipe de direction est majoritairement dirigée par des Autochtones. Il s'est donné pour mission de rehausser la conversation nationale sur le Nord canadien et sur la région de l'Arctique et de fournir une plateforme inclusive et coordonnée pour que le Canada puisse participer aux discussions sur l'Arctique partout dans le monde.

Nos six thèmes tiennent compte du recoupement entre la sécurité dans l'Arctique au Canada, dans le Nord, et la sécurité sur la scène mondiale. Je vais présenter quelques-uns de ces thèmes.

Le premier est l'infrastructure, comme nous venons de l'entendre. Tout le monde est au courant des risques à la sécurité nationale causés par le manque d'infrastructures dans l'Arctique canadien. J'ai moi-même témoigné à maintes reprises à ce sujet. La sécurité du Canada dans l'Arctique repose sur sa capacité de tenir à distance les investissements non désirés et d'établir les mécanismes nécessaires pour attirer les investissements désirables. Nous avons appris que les investisseurs ont besoin d'une vue stratégique d'ensemble, notamment les infrastructures existantes, l'éventail des projets proposés, leurs analyses de rentabilisation, etc.

Pendant quatre ans, Madeleine Redfern, la directrice générale de notre section du Nord, nos partenaires du Wilson Center et moi-même avons essayé de convaincre le Canada d'appuyer les activités que nous organisons pour fournir les renseignements dont les investisseurs ont besoin, mais sans succès. Aujourd'hui, le Wilson Center Polar Institute fait cavalier seul. Il a dressé une liste d'investissements potentiels en infrastructures dans le Nord canadien. Les États-Unis projettent sur la scène mondiale l'état des infrastructures essentielles existantes dans le Nord canadien, celles qu'il faudrait construire et les risques pour la sécurité que posent les lacunes actuelles d'infrastructures. Le message de l'institut sur la sécurité a été entendu de l'USAID au Pentagone. Le Canada devrait mener ses propres recherches stratégiques pour bien faire connaître au reste du monde les infrastructures qu'il envisage de construire dans la région.

Un autre thème est celui de la diplomatie et de la géopolitique. En plus d'organiser des conférences partout dans le monde, nous ramenons cette discussion à l'échelle nationale dans le cadre de notre conférence annuelle pour discuter des enjeux les plus pressants de l'Arctique avec nos alliés circumpolaires. Cette conférence est une tribune inestimable pour le Canada, car elle lui permet de s'adresser au monde entier à partir de son propre territoire. Notre conférence de l'an dernier a eu lieu moins de deux semaines après l'invasion russe de l'Ukraine. La séance qui réunissait les ambassadeurs des pays arctiques au Canada avait été conçue de manière à en partager la direction avec les représentants de la Russie. Arctic360 a ainsi permis aux États de l'Arctique de débattre dans une tribune non officielle afin de poser des questions et de s'entendre sur les moyens d'établir une coopération sur la sécurité de l'Arctique, et cela 10 jours après l'invasion russe de l'Ukraine. Arctic360 est ainsi devenu une tribune importante de diplomatie officielle et d'établissement de consensus ici, au Canada.

Je vais ensuite parler du thème des minéraux critiques. Le monde attend avec impatience la stratégie canadienne sur les minéraux critiques. Le rôle du Nord sera vital. Il ne faut surtout pas sous-estimer les menaces qui pèsent sur la sécurité nationale dans l'Arctique canadien. Ne sous-estimons pas non plus les possibilités qui s'offrent dans le Nord à la diplomatie discrète du Canada.

Le thème suivant est celui des relations entre le Groenland, le Canada et l'Arctique nord-américain. Dans le cadre de nos activités, nous exhortons le Canada à renforcer sa coopération avec le Groenland et l'Arctique nord-américain. S'il ne pratique pas une diplomatie discrète, le Canada affaiblira sa position et son pouvoir dans la région ainsi que sa capacité d'agir dans son intérêt national. L'absence de diplomatie officielle affaiblit aussi la position du Canada dans cette région. C'est ce qui se passe au Groenland. Le Canada doit appuyer sa diplomatie officielle en menant une diplomatie discrète pour renforcer son leadership dans la région et pour orienter la coopération vers son propre intérêt national.

En résumé, ce n'est pas une coïncidence si, depuis la création de Wilson Center's Polar Institute il y a six ans, les États-Unis sont passés d'un État arctique désengagé à un État circumpolaire qui soutient directement ses intérêts nationaux. Le Canada est fier de son rôle actif dans la création d'institutions multilatérales et de son rôle de rassembleur. Son pouvoir de convaincre, rendu possible par les groupes de réflexion, est crucial pour développer sa diplomatie officielle et pour protéger sa sécurité nationale.

• (1105)

Le Canada est le seul pays de l'Arctique doté d'un groupe de réflexion sur l'Arctique auquel le gouvernement ne fournit pas de soutien pour mener des activités qui sont dans l'intérêt national du pays. La sécurité de l'Arctique canadien est facilitée par les mécanismes de diplomatie discrète des groupes de réflexion. Ces groupes éviteront au Canada de devoir utiliser des missiles et des avions de chasse pour défendre le Nord du pays.

• (1110)

**Le président:** Merci, madame Shadian.

Nous allons maintenant passer à notre série de questions de six minutes.

Madame Gallant, vous avez six minutes.

**Mme Cheryl Gallant (Renfrew—Nipissing—Pembroke, PCC):** Merci.

Le Parti communiste chinois investit dans la technologie pour compléter ses capacités de défense. Quels investissements technologiques soutiendraient notre stratégie de surveillance et de renseignement dans le Nord?

**Le président:** À qui posez-vous cette question?

**Mme Cheryl Gallant:** Ma question s'adresse à l'une ou à l'autre, probablement à Mme Redfern.

**Mme Madeleine Redfern:** Nous savons que les télécommunications sont absolument essentielles pour nos militaires et nos communautés. Le câble SMART, qui est muni de capteurs, serait en mesure, comme je l'ai dit plus tôt, de recueillir des données de base ainsi que des données en temps réel sur les changements climatiques. Toutefois, dans ce contexte, il pourrait signaler tous les types d'incursions par des sous-marins et par des drones.

Nous avons également absolument besoin de la capacité de traiter le volume de données par l'intelligence artificielle. Voilà pourquoi la fibre optique est si importante pour les centres de données. Ces infrastructures et ces soutiens sont installés en Alaska et dans les pays nordiques.

**Mme Cheryl Gallant:** Vous serait-il possible de décrire au Comité un cas illustrant l'intérêt que le gouvernement chinois porte pour le Nord canadien?

Cette question s'adresse à tous les témoins.

**Mme Madeleine Redfern:** Shandong, une entreprise chinoise, a tenté d'acquérir TMAC Resources, une mine située dans la région de Kitikmeot. Les Chinois s'intéressent beaucoup aux minéraux critiques.

De plus, Huawei a offert ses solutions techniques pour relier 70 de nos communautés du Nord. La plupart des membres du Groupe des cinq savent maintenant que le matériel de télécommunication de la Chine est aussi un logiciel, et qu'il est très préoccupant et problématique de voir que la Chine fournit ses infrastructures de télé-

communications au Nord du Canada. C'est un risque énorme non seulement pour la sécurité des gens, mais pour la sécurité de la région et de tout notre pays.

**Mme Jessica M. Shadian:** Je vais ajouter quelques observations à la réponse de Mme Redfern.

Je suis convaincue qu'il est crucial que le Canada construise ses propres réseaux de télécommunication. Il faut que nous puissions surveiller et contrôler les données que les entreprises possèdent. Très bientôt, toutes les infrastructures fonctionneront grâce à des technologies intelligentes. Toutes les données seront recueillies de cette façon. Il faut que nous contrôlions ces données.

Quant à l'intérêt des Chinois, je dirais que la mine Shandong-TMAC était un exemple évident. Toutefois, je pense que tout le monde sait que la Chine désire acheter non seulement les minéraux critiques du Canada, mais les mines elles-mêmes, afin de créer des chaînes d'approvisionnement pour Pékin.

**Mme Cheryl Gallant:** Merci.

Madame Redfern, à l'heure actuelle dans le Nord, quelles sont les lacunes en infrastructures directement liées à l'énergie? Dites-nous ce que vous en pensez. Je me demande surtout si un petit réacteur modulaire répondrait adéquatement aux besoins énergétiques.

**Mme Madeleine Redfern:** Il se trouve que je suis la conseillère spéciale des Laboratoires Nucléaires Canadiens et de la société Ultra Safe Nuclear Corporation, qui produit de petits réacteurs modulaires de cinq mégawatts. Je suis également membre du conseil consultatif national sur les petits réacteurs modulaires.

Il ne fait aucun doute que quelques-unes des 177 communautés autochtones qui dépendent actuellement du diésel au Canada, comme Iqaluit, devraient utiliser un petit réacteur modulaire. L'hydroélectricité, l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie sont aussi des options, mais elles dépendent des conditions géographiques. Iqaluit étudie actuellement la possibilité de produire de l'électricité, mais nous menons également une étude de faisabilité sur les petits réacteurs modulaires pour Iqaluit et pour la région de Kivalliq. Ces réacteurs peuvent fournir toute l'énergie de base nécessaire, alors que l'énergie solaire et l'énergie éolienne ne peuvent actuellement produire que de petites quantités d'énergie.

Il est également possible d'intégrer les petits réacteurs modulaires à d'autres solutions énergétiques, comme l'hydroélectricité ou l'énergie solaire. Il est bien sûr avantageux de disposer de systèmes de rechange lorsqu'il faut interrompre le service du petit réacteur modulaire pour en effectuer l'entretien. C'est une solution que le CNRC et les Laboratoires Nucléaires Canadiens sont en train d'examiner pour le Nord, pour les Autochtones et pour les régions éloignées du Canada.

• (1115)

**Mme Cheryl Gallant:** Dans quelle mesure les communautés de l'Arctique acceptent-elles les petits réacteurs modulaires? Que pouvons-nous faire pour renseigner les gens sur ces réacteurs et sur les énormes avantages qu'ils leur apporteraient?

**Mme Madeleine Redfern:** Le CNRC a tenu des consultations et des séances d'information lorsque j'étais maire de la ville d'Iqaluit et présidente de l'Association des municipalités du Nunavut. Je peux vous dire que les maires et les membres des communautés étaient ouverts et prêts à considérer cette technologie comme une solution éventuelle.

Les représentants des communautés ont recommandé que l'industrie communique avec nous avec honnêteté, aussi tôt et aussi fréquemment que possible. Nous désirons beaucoup obtenir des renseignements pour effectuer des analyses comparatives. C'est pourquoi le conseil consultatif autochtone sur les petits réacteurs modulaires veut être en mesure de fournir à toutes nos communautés des renseignements fiables sur toutes les solutions énergétiques et de mener une analyse comparative pour que les communautés puissent en discuter et prendre des décisions éclairées...

**Le président:** ... Malheureusement, nous devons interrompre votre réponse. Merci.

Madame O'Connell, vous avez six minutes.

**Mme Jennifer O'Connell (Pickering—Uxbridge, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci à toutes deux d'être avec nous.

Je vais d'abord m'adresser à Mme Redfern.

Pour faire suite à votre commentaire, je crois que vous avez dit que les entreprises inuites doivent faire partie de la solution, ou quelque chose de ce genre. J'ai essayé d'en prendre note. Nous avons entendu des témoins des Forces armées canadiennes et de la Défense parler des partenariats dans le Nord, qu'ils trouvent eux aussi incroyablement utiles.

Je me demande si vous pourriez nous en dire davantage sur les partenariats dirigés par des Autochtones et qui serviraient au double objectif de contribuer à la sécurité du Nord et au développement du Nord pour les gens qui y vivent. Connaissez-vous des organismes dirigés par des Autochtones auxquels nous n'avons pas encore pensé ou dont nous n'avons peut-être pas entendu parler et qui pourraient aider à combler certaines de ces lacunes?

**Mme Madeleine Redfern:** Il y a l'entreprise Nasittuq, qui est en partenariat avec ATCO et qui a obtenu un contrat du NORAD. Des travaux sont également en cours pour cerner les possibilités de modernisation des infrastructures du NORAD. Nasittuq connaît à fond les télécommunications et le câble SMART. Il y a la capacité de faire avancer les travaux de recherche en cours, comme le partenariat avec le Canada et le Royaume-Uni, CINUK, qui vient de lancer son site Web hier.

Nous savons que pour le câble SMART, il nous faudra des capteurs qui nécessitent beaucoup d'entretien. Il y a une entreprise de l'Arctique, qui appartient à des Inuits d'Iqaluit, qui s'appelle Arctic UAV. Nous avons là une occasion de former et de développer les compétences des Inuits pour qu'ils participent à cette économie numérique et bleue. Le double objectif nous obligera à effectuer des investissements plus stratégiques et judicieux en invitant le Nord à y participer. Nous ne voulons pas nous contenter d'observer des entreprises de l'étranger ou du Sud du pays accomplir tout cela sans nous permettre d'y participer.

**Mme Jennifer O'Connell:** Merci.

Vous avez parlé de la Banque de l'infrastructure du Canada et des différentes possibilités de financement de la large bande, mais vous avez dit ensuite — et je veux être sûre de vous avoir bien comprise — qu'elle n'est pas conçue pour les redondances. Pourriez-vous nous parler de la redondance nécessaire et de la façon dont nous pouvons améliorer ces programmes pour tenir compte de la nature très particulière des besoins en services à large bande et en télécommunications dans le Nord? Je voudrais être sûre d'avoir bien compris.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

• (1120)

**Mme Madeleine Redfern:** Vous nous avez bien comprises.

Le Fonds pour la large bande universelle d'Innovation, Sciences et Développement économique ne soutient pas la redondance des télécommunications, notamment dans les régions éloignées du Nord canadien, ce qui est extrêmement inquiétant et problématique. Lorsque Télésat tombe en panne à cause de la météo ou d'une défaillance de lignes de fibre optique dans le Nord de la Colombie-Britannique, au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest, nous perdons des services de télécommunications partout dans l'Arctique. Il arrive même que la GRC informe les membres de notre communauté que si nous avons besoin de leurs services, nous devons nous rendre physiquement à leur détachement.

Imaginez cela dans une situation de violence familiale, lorsqu'un enfant se casse le bras ou en cas d'incendie. Ces gens sont terriblement vulnérables, et des vies sont en jeu. Nous avons besoin de redondance dans la partie de la région qui est extrêmement vulnérable. Nous voulons aussi une redondance pour la Défense. Les militaires ont besoin de données en temps réel afin de maintenir leurs connaissances dans tous les domaines. En outre, si l'un des réseaux tombe en panne, il nous faut une transition harmonieuse vers un autre réseau redondant afin de ne jamais interrompre les télécommunications.

**Mme Jennifer O'Connell:** Merci.

Combien de temps me reste-t-il?

**Le président:** Il vous reste une minute et demie.

**Mme Jennifer O'Connell:** Très bien, merci.

Madame Shadian, j'aimerais revenir à votre témoignage sur la planification des infrastructures. Je sais que vous avez manqué de temps dans votre déclaration préliminaire, mais j'aimerais savoir si vous avez des réflexions ou des commentaires à ajouter sur la lutte contre les changements climatiques qui s'ajoute à la planification de la sécurité nationale. De toute évidence, le Nord, et l'Arctique en particulier, ressentira les effets des changements climatiques.

Avez-vous des observations à faire sur le besoin de planifier également la résilience?

**Mme Jessica M. Shadian:** Une grande partie de notre travail consiste à créer les mécanismes qui permettront au Canada d'élaborer une stratégie à long terme sur les infrastructures. Nous avons soumis une vaste proposition à la Banque de l'infrastructure du Canada, et nous étions des candidats parfaits pour cela, parce que notre proposition concernait la construction d'infrastructures dans les communautés locales.

Il est évident que nous mettons l'accent sur le double objectif des infrastructures. Nous voulons comprendre quels sont les objectifs à long terme et ce qu'il faut bâtir. Comme ce projet sera mené conjointement, nous tenons à bien comprendre ses éléments. Tout d'abord, nous n'avons même pas de liste des actifs et de leur condition.

Nous avons besoin d'une vision, alors nous devrions avoir une idée de ce que nous allons faire et des infrastructures que le Canada espère avoir en 2050. Dans le cadre de ce plan de projet, nous avons l'intention de travailler avec les gens du Défi des villes intelligentes et avec les ingénieurs en construction pour parler de 2050. Quels types d'infrastructures devons-nous construire et comment les chaînes d'approvisionnement et de commerce se présenteront-elles en 2050 pour mettre en place de nouvelles technologies, de petits réacteurs modulaires...

**Le président:** Madame O'Connell, malheureusement, nous allons devoir en rester là.

Je devrais m'excuser à l'avance, puis continuer à m'excuser. Nous avons un chronomètre, et je dois m'en tenir le plus possible au chronomètre.

[Français]

Madame Normandin, vous avez la parole pour six minutes.

**Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je remercie les deux témoins de leurs allocutions d'ouverture.

J'aimerais commencer par Mme Redfern. Je reviendrai ensuite à Mme Shadian.

Madame Redfern, ma question porte sur les capteurs qu'on trouve sur les câbles de fibre optique desquels on peut obtenir des quantités immenses de données, qui doivent être analysées par intelligence artificielle.

Est-on suffisamment prêt à traiter cette information? Qui serait responsable de la traiter?

Cela peut-il intéresser différents ministères? Les ministères sont-ils conscients de la mine d'or que cela représente?

J'aimerais que vous m'en disiez davantage à ce sujet.

• (1125)

[Traduction]

**Mme Madeleine Redfern:** Nous avons réalisé une étude de faisabilité sur le câble SMART. Jim McFarlane, fils du célèbre James McFarlane qui a créé International Submarine Engineering Ltd., a discuté en mon nom avec des gens du secteur de la défense, avec des groupes environnementaux et avec l'industrie afin de mieux comprendre l'état du secteur maritime ainsi que la manière de gérer ces données. Nous savons qu'il y a déjà des câbles, généralement plus anciens, qui recueillent des données.

Nous savons que sur la côte Ouest, Ocean Networks Canada mène un projet à Cambridge Bay avec l'Université de Victoria. Nous savons qu'il se fait aussi du travail sur la côte Est. En fait, les Portugais travaillent à la conception d'un câble SMART qui combine le câble de télécommunications et le câble du capteur. C'est probablement le câble le plus avancé. Il y a une autre entreprise, PolArctic, qui est basée en Alaska et dirigée par une femme autochtone qui est une ancienne membre des forces aériennes.

Nous cherchons à déterminer, pour le Canada, de quelle manière nous pourrions recueillir des données pour divers utilisateurs. Nous reconnaissons bien sûr que le secteur de la défense a déjà établi des protocoles et qu'il doit recevoir les données qui serviront à protéger la sécurité du pays. En cas d'incursion étrangère dans notre région, le secteur de la défense nationale aura priorité.

Tout cela est donc relativement nouveau. Nous savons également que l'informatique quantique est absolument nécessaire pour traiter le volume considérable de données avec le programme logiciel d'intelligence artificielle moderne qui est en développement principalement dans les pays occidentaux. Ce sont les données qui nous intéressent le plus. Bien entendu, nous ne voulons pas que des entités chinoises ou étrangères développent des logiciels qui pourraient recueillir ces données et s'en servir contre nous et nos alliés.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** C'est justement la prochaine question que j'allais vous poser.

Jusqu'à quel point y a-t-il un risque que ces données soient collectées par des entités étrangères? Y a-t-il des protections suffisantes?

Est-ce qu'un meilleur partenariat avec le ministère de la Défense nationale permettrait de s'assurer d'avoir des garde-fous pour éviter qu'il y ait des attaques cybernétiques sur les capteurs, par exemple?

[Traduction]

**Mme Madeleine Redfern:** Exactement. C'est pourquoi il est vraiment important que les secteurs de la défense et les organismes de sécurité canadiens soient consultés. Les risques à la cybersécurité sont aussi préoccupants, qu'ils proviennent de satellites ou de la fibre optique. Nous pensons toutefois que la fibre optique est beaucoup plus sécuritaire. C'est pourquoi nous soulignons dès le début aux militaires et aux secteurs de la défense que les câbles SMART constituent une solution, mais qu'il faut aussi reconnaître les vulnérabilités. Nous devons trouver une façon de sécuriser non seulement les infrastructures, mais aussi les données recueillies.

À l'heure actuelle, il est crucial de reconnaître la nécessité de poursuivre continuellement le développement d'un logiciel qui contre ces cyberrisques. Nous ne trouverons jamais une solution parfaite. Nous devons continuellement développer des logiciels pour protéger ces données.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup.

Madame Shadian, vous avez parlé des minéraux critiques. On sait que les États-Unis ont l'œil sur des mines dans le Nord.

Selon vous, est-ce que le Canada en fait suffisamment pour protéger cette ressource ou est-ce qu'on est un peu en train de la laisser aller à d'autres intérêts, qui sont moins mauvais que les intérêts chinois, mais qui sont quand même des intérêts étrangers?

[Traduction]

**Mme Jessica M. Shadian:** Oui, exactement. Je n'ai pas eu le temps de poursuivre ma discussion sur les minéraux critiques.

Il y a plusieurs enjeux. D'une part, les minéraux critiques placent vraiment le Canada en tête de file, surtout dans l'Arctique et dans l'Arctique nord-américain. Nous possédons ce que le monde désire. Nous jouissons d'un grand avantage sur les États-Unis dans ce domaine.

J'ai été un peu surprise du peu de réactions négatives venant d'un Pentagone qui désire fortement investir dans les minéraux critiques du Canada. Comme vous le dites, les chaînes d'approvisionnement n'iront pas à Pékin, mais elles se retrouveront peut-être à Detroit. Le Canada ne devrait-il pas pouvoir décider où ses chaînes d'approvisionnement seront construites et quelle sera leur destination?

Les États-Unis sont des partenaires très solides dans ce domaine. Cependant, je pense que le Canada doit faire tout son possible pour protéger ses intérêts nationaux afin de décider lui-même de l'orientation et de l'avenir de son économie des minéraux critiques.

C'est un enjeu de sécurité nationale qui est relié aux infrastructures et à tout le reste. Il est vital que nous construisions des infrastructures pour les minéraux essentiels. Le Nord posera un risque réel pour la sécurité si nous ne faisons pas les choses correctement et si nous ne prenons pas ces risques au sérieux. D'autres viendront et combleront le vide si nous ne nous plaçons pas en tête de file dans ce domaine.

• (1130)

**Le président:** Merci, madame Normandin.

Madame Mathyssen, vous avez six minutes.

**Mme Lindsay Mathyssen (London—Fanshawe, NPD):** Merci beaucoup.

J'ai toujours l'impression de reprendre les conversations entamées par mes collègues, et je leur en suis reconnaissante.

Madame Shadian, en ce qui concerne les minéraux critiques, nous ne sommes pas prêts à déterminer comment le Canada peut en tirer le meilleur parti. Le gouvernement devra-t-il faire des investissements importants chaque fois qu'il voudra extraire de ces ressources naturelles? Bien sûr, les gens de cette région sont profondément touchés, et évidemment, je pense aux Premières Nations, aux peuples autochtones, dont on ne tient souvent pas compte dans ce processus. Pourriez-vous nous en parler et nous dire ce que le gouvernement doit faire à cet égard?

**Mme Jessica M. Shadian:** Le Canada devrait en être fier, parce que notre première mine de minéraux critiques en exploitation se trouve sur les terres des Dénés dans les Territoires du Nord-Ouest. Elle est exploitée par Det'on Cho corporation en partenariat avec Cheetah Resources.

Nous avons l'occasion de démontrer au monde entier comment procéder à la réconciliation avec les Autochtones et créer de très solides partenariats d'équité avec les communautés autochtones. Cela vaut autant pour le Nord que pour le Sud du Canada.

Dans cet état d'esprit, nous sommes sur la bonne voie. Je pense aussi que la stratégie des minéraux critiques, dans la version actuelle que j'ai vue, est une déclaration audacieuse que fait le Canada au reste du monde en démontrant ce qu'il a l'intention de faire.

Je n'ai pas eu l'occasion de vous raconter que l'an dernier, à notre conférence annuelle, nous avons organisé la première séance en son genre en réunissant au Canada les conseillers commerciaux des pays de l'Arctique pour parler de coopération régionale pour développer le commerce et des chaînes d'approvisionnement au nord du 60° parallèle et pour discuter de la façon de coopérer les uns avec les autres dans l'Arctique nordique et nord-américain.

Je pense qu'il nous manque la capacité de résister et de prendre le taureau par les cornes. Nous avons la capacité de nous placer en tête de file dans ce domaine. Il nous reste simplement à nous y

maintenir et à pousser vers l'avant de façon énergique et proactive. Je pense que c'est une excellente façon d'exprimer cela.

Bien sûr, nous devons investir dans les infrastructures. Il s'agira d'un partenariat public-privé, et nous devons être en mesure d'attirer le genre d'investissement qu'il nous faudra. Nous parlons ici d'une bonne partie du travail que Mme Redfern et moi avons essayé d'accomplir.

Il a été question plus tôt de la participation des entreprises inuites à toutes ces démarches. Nous avons cherché avec persistance à réunir des intervenants de Bay Street et des sociétés de développement autochtones et nordiques. Nous voulons que les entrepreneurs du Nord décrivent les projets existants et potentiels dans le Nord et qu'ils obtiennent les renseignements qu'il leur faut pour produire des analyses de rentabilisation portant sur les enjeux qui intéressent les gens de Bay Street.

Nous cherchons à réunir ces deux parties pour que les institutions financières du Canada et des États-Unis investissent dans nos infrastructures. Nous en revenons bien sûr à la nécessité d'élaborer un plan plus vaste, une stratégie à long terme. Ce plan doit leur présenter une série de projets et des regroupements de projets. Voilà ce qu'il nous manque.

• (1135)

**Mme Lindsay Mathyssen:** Madame Redfern, je vous ai vue hocher souvent la tête. Pourriez-vous peut-être compléter cette réponse formidable?

Ce qui m'inquiète toujours, c'est que les gouvernements parlent souvent de tenir des consultations, mais ils parlent moins de la nécessité d'obtenir un consentement préalable donné librement et en connaissance de cause. Vous pourriez peut-être nous en parler également.

**Mme Madeleine Redfern:** Tout d'abord, je tiens à dire qu'une grande partie de l'infrastructure doit être intégrée. Pour construire des infrastructures de télécommunications, il faut de l'énergie. Pour avoir de l'énergie, il faut du transport. Souvent, les collectivités, les mines et le secteur de la défense veulent tous la même chose.

Pour ce qui est de votre question, les communautés autochtones veulent de plus en plus être davantage que consultées. Elles cherchent maintenant à obtenir une participation dans ces grands projets pour que nous puissions en profiter au-delà de la formation ou des emplois. Prenons le projet de fibre optique. SednaLink appartient à des Inuits et est dirigée par des Inuits, et bénéficie de l'appui de sociétés de développement et d'organisations inuites. Aucune autre entreprise ou entité ne peut en faire autant.

Nasittuq est le véhicule de modernisation du NORAD qui peut aider à orienter ces investissements, mais il doit aller plus loin que la défense. Il faut, comme Jessica l'a dit, une stratégie d'investissement dans les infrastructures vraiment exhaustive qui mobilise le secteur privé, des mines aux investisseurs, les gouvernements du Nord et du Canada, et bien sûr, les communautés et les peuples autochtones, qui veulent en faire partie.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Monsieur le président, je ne sais pas combien de temps il me reste.



**Le président:** Il vous reste 15 secondes.

**Mme Lindsay Mathyssen:** D'accord. Je vais céder mon tour.

Merci.

**Le président:** Merci de ne pas essayer d'étirer vos 15 secondes.

Madame Kramp-Neuman, vous avez cinq minutes.

**Mme Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington, PCC):** Madame Shadian, j'aimerais vous adresser mes premières questions. Votre temps a été écourté plus tôt, et j'aimerais vous donner un peu plus de temps pour nous en dire plus long sur la carte de nos actifs.

Vous avez dit que nous n'avons pas actuellement une seule carte complète des ressources dans l'Arctique. Étant donné que nous sommes sur le point de nous engager dans une modernisation historique du NORAD, avec des dizaines de milliards de dollars investis dans l'infrastructure de l'Arctique, comment, à votre avis, peut-on justifier cette négligence? Après la publication de votre rapport, est-ce que quelqu'un du gouvernement a communiqué avec vous pour vous offrir de travailler avec vous et vos partenaires pour mener un type particulier d'enquête?

**Mme Jessica M. Shadian:** Non. J'ai témoigné à la Chambre des communes pour son premier rapport sur l'Arctique, et j'ai présenté une discussion sur les raisons pour lesquelles nous devons créer une stratégie d'investissement dans l'infrastructure. J'ai également témoigné au Sénat pour le rapport précédent, et j'ai témoigné plus tôt et j'en ai reparlé.

Donc, non, je dirais qu'ils n'ont pas tendu la main, mais nous avons travaillé sans relâche pour tendre la main au Canada. Nous avons passé beaucoup de temps à préparer la demande à la BIC. De plus, après la pandémie de COVID-19, la ministre McKenna a parlé de la nécessité d'avoir ce genre de projets d'infrastructure pour nous sortir de la pandémie. Nous avons tenu plusieurs réunions. Nous avons été envoyés à différents endroits, comme un ballon de football, et tout le monde a dit « Oui, oui, merci », alors je ne sais pas...

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Je suppose que cela m'amène tout naturellement à vous poser la prochaine question, madame Redfern, au sujet de la façon dont la pandémie a grandement exacerbé le fossé numérique dans le Nord canadien. Pourriez-vous nous en dire davantage sur ce que vous avez déclaré?

**Mme Madeleine Redfern:** Il est important de comprendre qu'à l'échelle mondiale, y compris dans le Sud du Canada, les télécommunications progressent à pas de géant, tandis que dans le Nord, nous sommes revenus au niveau de vitesse le plus élevé avant Star Link, qui commence maintenant à arriver. Par l'entremise de notre principal FSI, la vitesse est de 15 mégabits par seconde, comparativement à 5 auparavant.

Même avec l'investissement de près de 50 millions de dollars que le gouvernement du Canada a fait pour améliorer nos télécommunications, elles sont très vulnérables aux conditions météorologiques, de sorte que chaque fois qu'il y a un blizzard, de la pluie ou des nuages, le service peut littéralement disparaître. Cela nuit à notre capacité de participer à l'apprentissage en ligne pour les enfants qui essayaient de se connecter aux programmes scolaires, de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. Cela nuit à la capacité de nos étudiants de niveau postsecondaire de poursuivre leurs études. Cela nuit à notre capacité de faire de la santé à distance et du commerce électronique.

Si Internet tombe en panne quand vous êtes à l'épicerie ou à la station-service, vous ne pouvez pas payer votre épicerie ou votre essence. Bien sûr, vous ne pouvez pas non plus aller à la banque et au guichet automatique pour obtenir de l'argent. C'est toujours imprévisible. Nous vivons plusieurs fois par semaine des événements comme la panne du réseau de Rogers observée au Canada l'été dernier. On ne peut absolument rien faire dans de tels cas en matière de communications. Nous dépendons tellement des télécommunications pour notre gouvernance et pour fournir de l'information à nos résidents. Quand le programme d'accès communautaire est tombé en panne à la bibliothèque, les résidents qui n'ont pas d'ordinateur ou de connectivité à la maison n'ont pas pu obtenir d'information sur la pandémie.

C'est vraiment une infrastructure essentielle, et elle est maintenant reconnue par plusieurs pays du monde comme un droit de la personne.

• (1140)

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Compte tenu de toutes les infrastructures essentielles dont nous avons clairement besoin et pour compléter tout ce que vous avez déjà suggéré en ce qui concerne la modernisation du NORAD, il me semble que nous sommes en retard.

Dans quelle mesure sommes-nous en retard par rapport à l'infrastructure de base et, surtout, au capital humain dont nous avons besoin? Pouvons-nous nous attendre à ce que le secteur privé s'en occupe lui-même, ou pensez-vous que le gouvernement doit lancer une initiative quelconque?

**Mme Madeleine Redfern:** Nous avons désespérément besoin de stratégies appropriées d'investissement dans les infrastructures. Le Canada a produit une stratégie en matière de télécommunications, mais j'ai appris la distinction entre ce qui constitue une stratégie politique et ce que le secteur des affaires considère comme une stratégie d'affaires.

Une stratégie d'affaires énonce ce que vous allez construire, le tracé, combien cela va coûter, qui va le faire et quel sera le niveau d'investissement gouvernemental — disons fédéral, provincial, territorial ou municipal —, et nous n'avons pas cela. Nous avons un fonds universel de 2 milliards de dollars pour la large bande, pour lequel tout le monde doit se battre. Il y aura un gagnant et tous les autres seront perdants.

Cela nuit à la concurrence. Cela nous empêche de nous assurer que nos clients ont des options. Nous savons que la concurrence améliore le service et réduit les coûts.

**Le président:** Nous allons malheureusement...

**Mme Madeleine Redfern:** Nous sommes vraiment à la traîne à cet égard.

**Le président:** Malheureusement, nous allons devoir en rester là. Je suis désolé encore une fois.

Nous allons passer à M. May, pour cinq minutes.

**M. Bryan May (Cambridge, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Merci à nos témoins d'être ici aujourd'hui.

Madame Redfern, au cours de cette étude, nous avons entendu parler des avantages que la technologie et l'infrastructure à double usage peuvent avoir sur la sécurité de l'Arctique et le bien-être des personnes qui vivent et travaillent dans l'Arctique canadien. Cependant, nous avons également entendu dans des témoignages précédents devant le Comité qu'il manque une approche pangouvernementale à l'égard de l'Arctique.

Pouvez-vous nous dire où, selon vous, les ministères fédéraux et les autres ordres de gouvernement collaborent bien dans le dossier du Nord et de son développement? Où voyez-vous ces lacunes, plus précisément?

**Mme Madeleine Redfern:** Récemment, nous avons commencé à entendre des ministères fédéraux reconnaître la valeur de l'infrastructure à double usage. Je pense que les militaires comprennent mieux la situation, mais je peux vous dire que des ministères comme Environnement et Changement climatique Canada, Innovation, Sciences et Développement économique, ou ISDE, et Services aux Autochtones ne semblent pas comprendre comment procéder dans la pratique.

À partir du moment où un câble sous-marin de surveillance scientifique et de télécommunications fiables, ou câble SMART, peut servir à la protection contre les changements climatiques ou à la protection de l'environnement, fournir des services de télécommunications aux communautés, aux mines et à la défense, et développer une économie bleue, c'est comme si les circuits des différents ministères fédéraux commençaient à surchauffer. Ils ne savent tout simplement pas comment prendre des bouts de mandats différents et des fonds différents et les intégrer pour soutenir un investissement intelligent qui permet de réaliser de grands progrès.

Nous devons amener les sous-ministres et les ministres à mieux comprendre qu'ils doivent travailler ensemble. C'est pourquoi il est utile d'avoir des stratégies autres que des proclamations, des énoncés visionnaires ou simplement un financement que nous sommes censés demander, mais qui ne permet peut-être pas de financer les investissements les plus intelligents ou les plus stratégiques qui aideront à réaliser un double objectif et serviront à de multiples utilisateurs.

• (1145)

**M. Bryan May:** Merci. Vous avez répondu à certaines de mes questions complémentaires.

Je vais maintenant passer à Mme Shadian.

Dans votre déclaration préliminaire, vous avez parlé un peu d'Arctic360, et il était très fascinant d'entendre parler du travail que vous faisiez pour être en mesure de créer ce canal secondaire avec les Russes, en particulier pour ce qui est des questions touchant l'Arctique.

Un certain nombre d'entre nous étions à Washington il y a quelques semaines, et nous avons rencontré des gens du Pentagone ainsi que du Wilson Center. Ils ont dit très clairement, de façon générale, qu'ils n'étaient pas du tout disposés à discuter de ces questions avec la Russie, y compris de l'Arctique, et ils parlaient manifestement du Conseil de l'Arctique, du fait que la Russie le préside actuellement, et de la façon dont ils assument cette fonction.

Pourriez-vous nous parler un peu plus de votre expérience avec Arctic360, de la façon dont cela a fonctionné et nous dire si des engagements futurs sont prévus actuellement avec la Russie?

**Mme Jessica M. Shadian:** L'ambassadeur de l'Arctique en Russie prévoyait participer à cette séance avec les autres ambassadeurs des États de l'Arctique, et le chef du consulat commercial devait également participer à cette conférence. Dix jours avant la conférence, la guerre a éclaté. À ce moment-là, nous avons eu beaucoup de discussions, principalement avec les sept autres États de l'Arctique et avec le Groenland, sur la façon de procéder et d'aller de l'avant.

Le tout s'est déroulé de façon organique, en quelque sorte, parce que c'était avant que le Conseil de l'Arctique interrompe ses travaux, de sorte que nous avons dû nous regrouper spontanément et petit à petit, et nous avons fini par retirer l'invitation aux Russes afin de pouvoir discuter de coopération dans l'Arctique. Il a fallu un certain temps pour y arriver et pour que tout le monde s'entende pour dire qu'il n'était pas possible ou acceptable de s'asseoir à la même table que la Russie.

**M. Bryan May:** Dans les 30 secondes qui me restent, très rapidement, lorsque ce conflit sera terminé en Ukraine et que le peuple ukrainien en ressortira victorieux, je pense que l'Arctique sera l'une des régions où nous pourrions commencer à normaliser les relations. Y a-t-il actuellement une discussion sur la façon de procéder?

**Mme Jessica M. Shadian:** Je pense que le dialogue a surtout lieu dans les cercles universitaires, parce que la première étape consiste à essayer de déterminer comment nous pouvons poursuivre les projets de recherche en cours. Puisque la Russie représente la moitié de l'Arctique, elle constitue la première étape de la démarche diplomatique.

**M. Bryan May:** Merci. Je pense que nous pourrions en parler beaucoup plus longuement, mais le président va nous interrompre, alors je vous remercie.

**Le président:** Ce président est impitoyable.

Madame Normandin, vous avez deux minutes et demie.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Je vais revenir sur les dernières questions, mais sous un angle différent.

Madame Redfern, plusieurs autres témoins ont mentionné comme vous que, lorsqu'on a recours à l'expertise d'entreprises de propriété autochtone pour l'infrastructure en Arctique, c'est plus efficace, plus rapide et moins coûteux. Toutefois, nous avons souvent entendu d'autres témoins nous dire que le gouvernement avait carrément écarté certains projets.

Y a-t-il des arguments qui sont invoqués pour le refus de ces projets ou est-ce vraiment attribuable uniquement à un manque d'organisation ou de logistique de la part du gouvernement dans l'attribution des projets?

[Traduction]

**Mme Madeleine Redfern:** Je pense qu'il est important de comprendre que, dans le Nord du Canada, surtout au Nunavut, la bureaucratie est très transitoire, et c'est aussi la raison pour laquelle les organisations et les dirigeants autochtones insistent vraiment pour que les Autochtones participent davantage à ces projets et obtiennent ces contrats, parce que nous assurons un niveau de stabilité.

Il y a aussi, fait intéressant, un problème croissant de roulement élevé au sein du gouvernement fédéral. J'ai été mairesse pendant deux mandats et je suis maintenant de retour en affaires, et il est non seulement difficile, mais incroyablement frustrant de commencer enfin à sensibiliser les gens qui travaillent dans le domaine des politiques, du financement des programmes et de la haute direction — cela prend environ deux ans — pour les voir ensuite quitter leur poste. C'est un risque énorme pour le Canada en matière de développement ou lorsqu'il s'agit de déterminer qui obtiendra des investissements.

Il y a une tendance à investir dans les très grandes entreprises, surtout celles du Sud, plutôt que de travailler à développer la capacité commerciale dans le Nord et chez les Autochtones et de nous attribuer des contrats, même lorsque nous établissons des partenariats.

• (1150)

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup.

Il ne me reste que 30 secondes, alors je vais m'arrêter ici.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Nous pouvons céder la parole à Mme Mathysen.

Vous avez deux minutes et demie.

**Mme Lindsay Mathysen:** J'aimerais prendre trois minutes, si c'est possible. J'ai beaucoup de questions.

Madame Shadian, vous avez beaucoup parlé d'infrastructures. Vous avez parlé de télécommunications en particulier. Vous l'avez fait tous les deux. Pourriez-vous nous parler des autres domaines? Vous avez parlé brièvement du transport et du logement. Pouvez-vous nous parler des investissements à cet égard et de ce qu'il faut faire, à votre avis?

**Mme Jessica M. Shadian:** L'infrastructure dont nous parlons, c'est l'infrastructure de transport. Le logement est aussi un gros problème, bien sûr.

Tous ces aspects sont interreliés. Comme Madeleine l'a dit, ils sont polyvalents et multi-utilisateurs. On ne peut pas avoir un câble SMART sans une alimentation en énergie suffisante. C'est la même chose partout. Les télécommunications dépendent de l'énergie. Il faut mettre en place l'infrastructure, des ports à tout le reste, pour pouvoir fonctionner.

Cela nous ramène au manque de stratégie globale. Nous devons déterminer comment tous ces éléments s'imbriquent les uns avec les autres. Nous ne savons même pas ce que nous avons. Nous devons déterminer ce que nous voulons et comment y arriver. Les lacunes sont innombrables. Elles touchent les routes, les aéroports, les télécommunications et l'énergie. Tous ces éléments dépendent les uns des autres pour fonctionner et exister.

C'est difficile. D'autres pays préparent des rapports annuels sur les infrastructures et fournissent de l'information aux investisseurs sur ce qui se passe. Nous avons le Wilson Center qui fait une partie de ce que nous devrions faire nous-mêmes et qui décide pour nous-mêmes ce que nous aimerions construire et ce qui va suivre.

Pour ce qui est des investissements et du secteur privé, l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada investit des capitaux de risque dans Bluejay, une mine de minéraux critiques au

Groenland. D'autres pays attirent de plus en plus de caisses de retraite du Canada, qui investissent dans ce genre de mines de minéraux critiques. Je ne vois pas pourquoi nous n'avons pas réussi à rallier nos caisses de retraite.

Je crois comprendre que cela nous ramène à la pensée cloisonnée en ce qui concerne ISDE, les Finances, la Défense et RNCan. Dans une stratégie relative aux minéraux critiques, il était question d'infrastructure. L'Agence canadienne de développement économique, CanNor, a parlé d'infrastructure. Ce qui arrive, c'est que l'un ne sait pas ce que l'autre fait.

On se retrouve avec de l'argent. Il y a de grosses sommes d'argent qui sont octroyées, mais tout devient sous-financé. Il n'y a pas de réflexion stratégique, comme le disait Madeleine. Nous n'avons pas de stratégie sur la façon de construire et de nous assurer que nous agissons de façon stratégique pour nous assurer que cela fonctionne à long terme.

**Le président:** Je dois m'arrêter ici, malgré le temps supplémentaire accordé à Mme Mathysen.

Monsieur Bezan, vous avez cinq minutes.

**M. James Bezan (Selkirk—Interlake—Eastman, PCC):** Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'être parmi nous.

Je vais commencer par Mme Redfern. Je sais que vous portez de nombreux chapeaux qui concernent Arctic360 et CanArctic. Vous avez également été mairesse.

En ce qui concerne le système de fibre optique que vous envisagez, peut-il être utilisé et intégré au Système d'alerte du Nord dans le cadre de la modernisation de ces installations?

Où peut-on poser ces câbles? Auront-ils la connectivité requise pour nous amener dans les régions éloignées où nos nouveaux radars améliorés seront installés?

**Mme Madeleine Redfern:** Absolument, il y a une occasion à saisir.

Nous avons établi les coûts de SednaLink à diverses étapes. Il pourrait aller de Happy Valley-Goose Bay à Iqaluit et remonter le long de la côte est de l'île de Baffin, en reliant les collectivités. Il pourrait relier Nanisivik et les mines. Il pourrait être relié à l'EAU-FON, qui est le câble de fibre optique du Nunavik, ce qui assurerait une redondance utile. Il peut assurément passer par l'Extrême-Arctique et par le passage du Nord-Ouest jusqu'à Inuvik, ce qui assurerait également une redondance utile.

Nous savons parfaitement où se trouvent tous les emplacements stratégiques potentiels. Il y a une redondance avec Thule. Ce système pourrait aller jusqu'à Alert. Ce n'est pas une question technique, mais une question de volonté politique et d'investissements financiers.

La question est de savoir si nous voulons que cette infrastructure essentielle appartienne au Canada et soit dirigée par le Canada, ou si nous voulons qu'une entreprise internationale la construise — une façon de faire qui a donné de très mauvais résultats en matière de communication et de consultation dans le Nord canadien, sans parler des Inuits. C'est pourquoi les organisations inuites veulent être propriétaires de cette infrastructure.

• (1155)

**M. James Bezan:** Madame Redfern, vous avez parlé des coûts. Vous avez dit avoir établi les coûts. De combien d'argent parle-t-on ici pour faire cet investissement?

**Mme Madeleine Redfern:** La première phase, entre Happy Valley et Goose Bay, coûterait environ 130 millions de dollars. Tout le réseau jusqu'à Inuvik coûterait un peu moins d'un milliard de dollars.

**M. James Bezan:** Merci.

Madame Shadian, vous avez parlé de la nécessité d'une stratégie pour l'Arctique. Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire qu'il y a de graves lacunes. Il est surprenant que nous n'en ayons pas, en tant que nation arctique. Tous nos alliés en ont une. Nous parlons, du point de vue de la défense, — c'est le Comité de la défense — de la modernisation du NORAD et de la protection de notre souveraineté dans l'Arctique.

Lorsqu'on commence à examiner les besoins en infrastructure, sachant ce que la Défense nationale investira du point de vue des actifs de la Marine, des satellites radar, de la constellation LEO, de la mise à niveau de la constellation RADARSAT et des pistes pour les emplacements d'opérations avancés de notre force aérienne, quelle serait votre liste de priorités? Pourriez-vous prioriser ces actifs à partir d'une base d'infrastructure, où nous pourrions offrir ce soutien combiné aux communautés, à l'industrie et aux forces armées?

**Mme Jessica M. Shadian:** Voulez-vous que je choisisse un aspect, comme les télécommunications?

**M. James Bezan:** Quelle est votre première priorité, par exemple? Quelle serait-elle? Dans votre groupe de réflexion, je suis sûr que vous avez fait des recherches sur ce qui est le plus nécessaire et sur ce qui serait le plus avantageux pour notre souveraineté dans l'Arctique et la défense de notre territoire arctique.

**Mme Jessica M. Shadian:** Oui. Pour ce qui est de l'infrastructure, il faut mettre l'accent sur les télécommunications. Il faut de l'énergie. Il faut aussi mettre l'accent sur les ports. Il faut des pistes. Nous avons de moins en moins besoin de routes de nos jours. Les communautés sont accessibles par avion.

Encore une fois, je pense que cela nous ramène à la difficulté d'imbriquer l'une sur l'autre. On ne peut pas exploiter la 5G avec des éoliennes. Nous avons vraiment besoin d'une énergie constante et abordable. Nous avons également besoin de télécommunications cohérentes, mais à la fine pointe de la technologie. Nous avons également besoin de cette infrastructure matérielle. Nous ne pouvons pas défendre notre Nord sans ports, ou avec seulement un ou deux ports. Notre littoral est très grand.

Quant à savoir sur quoi il faut mettre l'accent, il faut y réfléchir de façon stratégique. Cela doit se faire avec un objectif en tête. Disons que nous visons 2050. Où voulons-nous être rendus en 2050? Ensuite, nous déterminons comment y parvenir.

Une grande partie de l'énergie que nous voulons consacrer à cette question consiste à travailler avec les responsables des villes intelligentes. Ce sont eux qui parlent de l'infrastructure de demain pour la deuxième moitié du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous ne voulons pas construire un port en ciment des années 1950 si ce n'est pas ce que l'avenir nous réserve.

Nous devons aussi comprendre où nous allons. Nous pourrions ensuite comprendre comment relier ces différents éléments d'infra-

structure. Au bout du compte, il s'agit d'un système à usages et à utilisateurs multiples, et il sert à défendre...

**Le président:** Nous allons devoir en rester là.

Le dernier intervenant est M. Fisher, pour cinq minutes.

**M. Darren Fisher (Dartmouth—Cole Harbour, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci beaucoup aux témoins d'être ici aujourd'hui. Je vais poser une pléthore de questions. Vous aurez peut-être l'impression de vouloir ajouter quelque chose au compte rendu aujourd'hui, mais il y a peut-être des questions auxquelles vous ne voulez pas répondre. Ce sont des questions que j'ai déjà posées à d'autres témoins.

L'une des répercussions futures des changements climatiques est l'augmentation de la navigation dans l'Arctique, ce qui est préoccupant. De plus, je sais que c'est un problème mineur en ce moment, mais en ce qui concerne l'augmentation de l'activité des navires de croisière dans l'Arctique, quels sont les inconvénients? Quels sont les avantages? J'ai entendu d'autres témoins dire qu'il y a un niveau de risque accru, mais je pense que beaucoup de Canadiens pensent que tout va être plus facile maintenant lorsque le passage sera ouvert.

Au sujet des possibilités extraordinaires de la modernisation du NORAD pour les gens du Nord, présente-t-elle des problèmes de main-d'œuvre, de ressources humaines et de compétences? Comment pouvons-nous nous assurer que les Canadiens du Nord profitent de ces possibilités incroyables, de cet investissement canadien? Nous avons beaucoup parlé d'infrastructure, mais nous avons seulement discuté d'une lacune dans l'infrastructure fédérale. Chaque fois que nous parlons des provinces et des municipalités, nous ne semblons pas autant faire le lien avec l'Arctique. Puisque nous avons ici un ex-maire comme témoin aujourd'hui, j'ai pensé que nous pourrions peut-être voir si l'infrastructure municipale et provinciale est plus que suffisante ou s'il y a une lacune aussi du côté de ces deux ordres de gouvernement.

C'est à peu près tout ce que j'ai comme question. Je vais vous laisser répondre.

Merci.

• (1200)

**Le président:** Nous avons cinq questions, trois minutes et demie, et deux témoins. Je ne sais pas comment nous allons nous y prendre. Essayons avec une minute chacun.

**Mme Madeleine Redfern:** Je serai brève.

En tant qu'ex-maire et ex-présidente de l'Association des municipalités du Nunavut, je peux dire que l'infrastructure énergétique est en fait une société d'État territoriale. Les télécommunications peuvent et devraient appartenir aux Inuits du Nunavut. À l'heure actuelle, elles sont gérées principalement par des entreprises du Yukon ou du Sud. Nous avons besoin de télécommunications, surtout pour la recherche et le sauvetage, car de plus en plus de navires entrent dans l'Arctique.

Lorsque l'avion s'est écrasé à Resolute, l'une des premières choses dont les militaires et les premiers intervenants avaient besoin, c'était d'avoir accès à de bonnes télécommunications. Ils ont dû avertir la population dans l'ensemble de notre territoire de cesser d'utiliser Internet et les téléphones pour que les premiers intervenants puissent communiquer entre eux. C'est donc un dossier extrêmement prioritaire.

De plus, nous avons essentiellement besoin que ces navires aient un bon accès aux télécommunications pour que nous sachions où ils se trouvent. Lorsqu'un navire est échoué, que ce soit un navire de croisière ou des idiots sur leurs motomarines qui traversent le passage du Nord-Ouest, nous devons savoir exactement où nous devons intervenir pour sauver des vies.

Enfin, une partie de cette stratégie pour l'Arctique doit consister à renforcer la capacité humaine dans nos régions afin que nos gens puissent enfin profiter de la construction de cette infrastructure — en la possédant, en la gérant et en l'entretenant.

**Mme Jessica M. Shadian:** En ce qui concerne les changements climatiques, tout ce que je peux dire, c'est que nous devons peut-être nous joindre au mouvement.

Si nous regardons autour de l'Arctique, nous voyons que beaucoup de nos voisins de l'Arctique utilisent le froid, le fait que la région soit éloignée, les changements climatiques, et la fonte du pergélisol, à leur avantage pour trouver de nouvelles innovations, trouver des moyens de construire de meilleures infrastructures pour résister aux changements climatiques en général, surtout en ce qui concerne la fonte du pergélisol. Le Svalbard est très actif dans ce domaine, parce qu'on y trouve une grande réserve de semences. On examine la façon dont l'acier interagit avec le pergélisol.

Nous ne devrions pas considérer cela seulement comme un défi, comme une impossibilité, comme un obstacle, mais plutôt comme une véritable occasion pour le Canada d'être plus innovateur. C'est là où ISDE a un rôle à jouer.

En ce qui concerne les navires de croisière, le fait est qu'ils ont besoin d'infrastructures. Sans infrastructure, c'est un risque. Je pense que toutes les compagnies de navires de croisière préconiseraient la même chose. Elles aimeraient faire ce qu'elles veulent, et elles aimeraient en faire plus, mais elles ne peuvent pas le faire. Même si elles 'aimeraient respecter les collectivités et travailler avec elles, s'il n'y a pas d'infrastructure, des ports aux hôtels...

Pour ce qui est de l'aide que le NORAD apporte aux habitants du Nord, je ne crois pas aux retombées de l'infrastructure. Le NORAD ne peut pas se contenter de dire « qu'une infrastructure sera construite, tout à coup, pour la défense, et que bien sûr, cela va aider. Il y aura peut-être des entreprises de télécommunications, peut-être pas. Nous allons construire des infrastructures ici et là. »

Je pense que cela nous ramène à la nécessité d'avoir une infrastructure polyvalente, à usages multiples et stratégiquement réfléchie, parce que nous n'avons aucune garantie ni même une idée si cela va automatiquement aider les collectivités du Nord.

**Le président:** Merci, monsieur Fisher.

Cela met fin à notre première heure.

Je tiens à remercier les deux témoins, Mme Shadian et Mme Redfern, de nous avoir fait part de leurs connaissances. J'aurais aimé que ce soit dans un cadre plus détendu, sans l'exigence du chronomètre, mais c'est comme ça, et nous devons nous y faire.

Sur ce, chers collègues, je vais suspendre la séance pendant une minute ou deux, le temps d'accueillir le groupe pour la deuxième heure.

• (1200)

(Pause)

• (1214)

**Le président:** Je vais demander à M. Kikkert et à Mme Vulliermie de faire leur déclaration préliminaire de cinq minutes.

Si je regarde le chronomètre, chers collègues, nous ne pourrions faire des tours complets; c'est impossible.

M. Kikkert est professeur adjoint de politique publique et de gouvernance à l'Institut de gouvernement Brian Mulroney de l'Université St. Francis Xavier.

Vous avez cinq minutes, monsieur.

• (1215)

**M. Peter Kikkert (professeur adjoint, Politiques publiques et gouvernance, Institut de gouvernement Brian Mulroney, Université St. Francis Xavier, à titre personnel):** J'aimerais commencer par souligner que je me joins à vous depuis le territoire ancestral et non cédé du peuple mi'kmaq.

Je suis honoré d'être ici. Je vous remercie de me donner l'occasion de m'exprimer.

J'ai passé les trois dernières semaines au Nunavut à travailler avec le groupe de gestion des urgences du Nunavut et plusieurs autres chercheurs, dont M. Pedersen, pour animer trois tables rondes régionales sur la recherche et le sauvetage afin d'établir des relations entre la collectivité, les intervenants territoriaux et fédéraux et pour discuter de l'état du système de recherche et de sauvetage dans l'Arctique. Étant donné la fréquence à laquelle la question de la recherche et du sauvetage a été soulevée au cours de ces audiences, j'ai pensé que le Comité serait intéressé à connaître les résultats des tables rondes.

Tout d'abord, on a souligné la nécessité pour les gouvernements de comprendre que la recherche et le sauvetage, ou SAR, représentent un élément fondamental de la sécurité des collectivités. Le filet de sécurité fourni par le système de SAR permet aux Inuits et aux autres résidents de l'Arctique de vivre, de voyager, de récolter et de travailler sur la terre, aide les collectivités à faire face aux changements climatiques et contribue à la santé et au bien-être individuels et communautaires. Le financement devrait refléter le rôle central que joue le système de SAR dans la vie dans l'Arctique.

Deuxièmement, les participants à la table ronde ont mis l'accent sur la vaste gamme de défis que doivent relever les intervenants communautaires dans la prestation de services de recherche et de sauvetage sur la glace, l'eau et le sol du Nunavut, y compris l'équipement des bénévoles, les problèmes de formation et d'équipement, le manque de financement, le soutien limité en santé mentale et physique, les délais d'intervention lents des principales ressources aériennes SAR basées dans le Sud et la confusion et les obstacles causés par la division rigide des compétences entre la recherche et le sauvetage aériens, maritimes et humanitaires. Tout cela est aggravé par une lourde charge de travail. Il y a plus de 200 recherches publiques par année sur le territoire, et beaucoup d'autres ne sont jamais déclarées par les voies officielles.

Pour les coordonnateurs et les intervenants fédéraux et territoriaux, les défis des opérations dans l'Arctique ne sont pas moins grands. Il s'agit d'une infrastructure de soutien limitée, de difficultés de communication, d'un moins grand nombre de navires ayant la possibilité de participer aux opérations de recherche et de sauvetage en mer, de l'environnement austère et des grandes distances à parcourir. Le déplacement d'un hélicoptère Cormorant de Greenwood, en Nouvelle-Écosse, vers l'Extrême-Arctique, avec de multiples escales de ravitaillement et des changements d'équipage, est un véritable exploit logistique. Étant donné que l'activité extérieure est imprévisible et en expansion — des navires de croisière et des avions de passagers aux bateaux de pêche ou aux vraquiers — ce qui accroît le risque de catastrophes majeures en matière de transport et la nécessité de se préparer aux opérations de sauvetage de masse, ces défis s'intensifieront.

Enfin, les intervenants à tous les niveaux ont souligné la nécessité d'une meilleure communication et d'une meilleure coopération, qui devraient être fondamentales, entre tous les partenaires du système de SAR.

Bien qu'il y ait de nombreux défis à relever, je tiens également à souligner à l'intention du Comité des politiques et les programmes novateurs en matière de recherche et de sauvetage qui ont vraiment retenu l'attention lors des tables rondes.

Le groupe de gestion des urgences du Nunavut travaille à devenir un chef de file national des opérations de recherche et de sauvetage au sol au moyen de son approche communautaire. L'utilisation de la technologie d'intervention et du travail de prévention devrait servir de modèle à d'autres administrations du Nord. L'expansion des unités auxiliaires bénévoles de la Garde côtière, alimentée par le Programme de bénévolat des bateaux communautaires autochtones et plus de formation et de mobilisation, l'embauche d'agents et de formateurs inuits en recherche et sauvetage, sa collaboration et ses exercices avec les partenaires de l'industrie pour atténuer les risques, et l'établissement de la station de sauvetage maritime de Rankin Inlet, ont permis d'améliorer la recherche et le sauvetage maritimes dans l'Arctique.

Grâce au programme national de systèmes d'aéronefs télépilotes de l'Association civile de recherche et de sauvetage aériens, l'ACR-SA, on espère mettre des drones entre les mains de bénévoles du système de SAR dans le Nord. L'initiative d'amélioration de la connaissance de la situation maritime du Plan de protection des océans et l'établissement de nouvelles tours VHF, de tours dotées de systèmes d'identification automatique, ou SIA et de tours téléphonie cellulaire par diverses organisations municipales, territoriales et inuites devraient permettre d'éliminer le volet recherche du système de SAR.

Ma première recommandation au Comité serait de soutenir ces efforts et, dans la mesure du possible, de les élargir. Ils habilitent les intervenants locaux, améliorent les capacités communautaires et permettent d'économiser de l'argent en réduisant la nécessité de déployer un aéronef Hercules ou Cormorant en provenance du Sud, ce qui coûte généralement des centaines de milliers de dollars pour chaque vol.

Ma deuxième recommandation viserait le rétablissement immédiat d'une table ronde permanente sur la recherche et le sauvetage dans l'Arctique ou dans le Nord par le Secrétariat national de recherche et de sauvetage. À l'heure actuelle, les organismes et les ministères font de l'excellent travail dans la région, mais ils n'ont pas d'orientation stratégique. Une table ronde réunissant des pre-

miers intervenants comme M. Pedersen et des décideurs du Nord et du Sud faciliterait, moyennant un coût relativement modeste, l'établissement de relations, l'amélioration de la communication, le partage des pratiques exemplaires et des leçons apprises en matière de prévention et d'intervention en matière de SAR, la synchronisation des efforts, la planification des opérations de sauvetage de masse et les discussions entourant le parcours de base, le positionnement préalable et/ou la passation de marchés avec les principales unités de SAR dans l'Arctique.

De cette façon, les priorités des détenteurs de droits autochtones du Nord et les réalités des opérations dans l'Arctique seraient prises en compte dans la prise de décisions sur le programme de recherche et de sauvetage du Canada dans son ensemble, y compris les investissements majeurs dans le matériel et l'infrastructure, ce qui n'a pas toujours été le cas par le passé.

• (1220)

Enfin, les tables rondes pourraient faciliter l'élaboration conjointe d'une stratégie globale de recherche et sauvetage dans l'Arctique consistant à s'attaquer adéquatement aux défis uniques auxquels sont confrontées les équipes SAR dans la région, ce qui avait été promis pour la première fois en 2006.

J'ai hâte de discuter de ces questions, de ces idées et des autres solutions dont il a été question lors des tables rondes pendant la période des questions.

Merci beaucoup de votre temps.

**Le président:** Merci, monsieur Kikkert.

Avant de donner la parole à notre deuxième témoin, j'ai vu M. Pedersen lever le pouce, mais je ne suis pas certain du sens de son geste.

**M. James Bezan:** Il a apprécié ce qui s'est dit, alors il a levé le pouce.

**Le président:** D'accord. Si vous n'avez pas de casque d'écoute, je ne peux pas vous faire intervenir, monsieur Pedersen, mais je vous remercie de ce que vous avez dit.

Mme Vullierme est chercheuse au Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

Vous avez cinq minutes, s'il vous plaît.

[Français]

**Mme Magali Vullierme (chercheuse, Centre de recherche du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, à titre personnel):** Merci, monsieur le président.

Je suis très honorée de cette nouvelle invitation à témoigner. J'espère que les éléments que je pourrai vous apporter aujourd'hui concernant les patrouilles des Rangers canadiens vous seront utiles.

Aujourd'hui, nous discuterons plus particulièrement du rôle que ces patrouilles jouent en matière de sécurité dans l'Arctique canadien, en précisant de quelle sécurité on parle: la sécurité pour qui, pourquoi et comment?

Lorsque j'ai découvert ces patrouilles, il y a maintenant presque 10 ans, soit en 2013, lors de la rédaction d'un mémoire de maîtrise, j'avais pour projet de les analyser sous l'angle de la sécurité traditionnelle en travaillant sur les relations entre les civils et les militaires ainsi que sur les relations entre les Autochtones et les Forces armées canadiennes.

Or, au fil de ces années de recherche, des entretiens et des enquêtes de terrain que j'ai pu conduire, force a été de constater que cet angle n'était pas suffisant et qu'il laisserait de côté ce que ces patrouilles apportent et révèlent de ces communautés autochtones arctiques: une entraide communautaire forte, une volonté tout aussi forte de préserver leur culture et leur langue, l'absolue nécessité de prendre soin les uns des autres ou encore un lien indéfectible avec leur territoire.

Les patrouilles des Rangers juniors canadiens font également tout un travail de renforcement des liens intergénérationnels brisés par les gouvernements fédéral et provinciaux lors de la période des pensionnats, de même que tout un travail de lutte contre le suicide chez les jeunes en tentant de leur donner une petite étincelle, comme cela m'a souvent été mentionné par des membres du 2<sup>e</sup> Groupe de patrouilles des Rangers canadiens, au Québec. En fait, il y a toute une volonté de tendre vers un mieux-être global et holistique de ces communautés.

Afin de couvrir au mieux tous les aspects de cette approche holistique, j'ai rajusté mon angle d'analyse et appliqué à l'étude de ces patrouilles le prisme de la sécurité humaine, prise en son sens large, avec ses sept dimensions. C'est, je crois, un exercice indispensable et incontournable à entreprendre lorsqu'on parle des patrouilles des Rangers canadiens.

Je n'aurais pas l'audace de présenter ici les détails de ce concept cher au Canada. Je ne vais pas non plus me lancer dans un cours de science politique sur la sécurité humaine. J'aimerais néanmoins souligner en quoi mon approche et celle d'autres universitaires qui travaillent sur les régions arctiques diffèrent des postures courantes.

En effet, dans mes recherches, je fais le choix d'appliquer la sécurité humaine, prise dans son sens large, non pas aux opérations extérieures, aux affaires étrangères ou aux opérations de maintien de la paix, mais plutôt à un niveau intra-étatique, soit dans les relations entre un État et ses propres populations, entre un État et ses populations les moins aisées.

Cela étant posé, j'ai repéré certains points qu'il me semble intéressant d'évoquer auprès du Comité aujourd'hui.

Tout d'abord, si cela vous intéresse, on pourra expliquer rapidement en quoi les patrouilles des Rangers canadiens et leur pendant, les juniors, renforcent la plupart des dimensions de sécurité humaine. Les patrouilles des Rangers et des Rangers juniors canadiens sont un exemple d'opérationnalisation du concept de sécurité humaine. C'est un exemple à étudier, à comprendre et, qui sait, peut-être à exporter.

On pourra aussi évoquer en quoi les patrouilles des Rangers sont un exemple d'interculturalité, tant leur diversité culturelle est importante et représente la richesse culturelle du Canada.

On pourra également se concentrer plus précisément sur les tâches principales des Rangers canadiens et détailler des exemples pour chacune d'entre elles, à commencer par le rôle des Rangers dans les opérations de protection du territoire, qui peut notamment s'illustrer en lien avec les changements climatiques.

Ensuite, dans les opérations nationales des Forces armées canadiennes, comme l'opération Laser, mais aussi les opérations de recherche et de sauvetage, bien que les Rangers ne soient pas les premiers répondants, ils offrent un soutien et une expertise incontournables, comme l'a mentionné mon collègue.

Pour finir, la présence de réservistes des Forces armées canadiennes dans les collectivités locales permet le renforcement de ces communautés, notamment grâce aux patrouilles des Rangers juniors.

Bien entendu, je reste ouverte à tout autre sujet qui vous intéresserait aujourd'hui. Je tâcherai de répondre à vos questions, si tant est que mes connaissances le permettent.

Je vous remercie.

● (1225)

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous avons déjà trop peu de temps, alors je vais devoir réduire le premier tour à quatre minutes.

Je vois que M. Pedersen a maintenant un casque d'écoute.

Si vous mettez votre casque, pourrions-nous vous entendre, monsieur Pedersen? Votre casque d'écoute est-il branché et êtes-vous prêt à faire votre exposé? Vous n'êtes pas connecté? D'accord.

Pouvons-nous établir une connexion?

L'idée était bonne pourtant. Nous allons maintenant passer au tour de quatre minutes.

Madame Gallant, vous avez quatre minutes.

**Mme Cheryl Gallant:** En fait, je pensais que Mme Kramp-Neuman allait commencer.

**Le président:** C'est nouveau pour moi. J'ai votre nom. Parfois, les choses ne fonctionnent tout simplement pas.

Madame Kramp-Neuman, vous avez quatre minutes.

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Merci.

Ma première question, monsieur Kikkert, concerne les Rangers. Peu nombreux et mal équipés... Cela me semble certainement une ressource inexploitée qui peut être très précieuse.

La question est de savoir comment, selon vous, les Rangers canadiens pourront mieux contribuer à la sécurité dans l'Arctique canadien.

**M. Peter Kikkert:** Je suis très heureux de répondre à cette question, mais M. Pedersen vient de me demander si je peux lire sa déclaration au Comité.

Est-ce que ce serait possible? Je l'ai devant moi.

**Le président:** J'aimerais bien, mais je pense que nous avons dépassé ce point. Nous allons la faire remettre aux membres du Comité.

C'est vraiment dommage qu'il n'y ait pas un véritable bénévole pour s'adresser au Comité. Nous allons donc faire circuler la déclaration et essayer de trouver une autre façon d'obtenir le point de vue de M. Pedersen. Merci.

Vous avez entendu la question?

**M. Peter Kikkert:** Oui.

**Le président:** Vous pouvez continuer.

**M. Peter Kikkert:** Pour répondre à cette question, je peux me fonder en partie sur le texte de Calvin Pedersen.

Sa réponse est qu'il est un Ranger. Il l'est depuis près de 25 ans. C'est un Ranger canadien de quatrième génération, et il est très fier du service qu'il rend.

Les Rangers font beaucoup de choses très importantes. Pas plus tard que cet été, M. Pedersen participait à l'Opération Nanook/Nunakput lors duquel sa patrouille et lui surveillaient le trafic maritime dans le passage du Nord-Ouest. C'est important du point de vue de la sécurité du Canada en général, mais aussi pour la sûreté et la sécurité de sa propre communauté. Je pense donc qu'il y a un réel désir d'avoir plus d'expériences opérationnelles de ce genre.

Beaucoup de Rangers ne cherchent pas à avoir toujours plus de Rangers. M. Pedersen, dans sa déclaration, dit qu'il faut leur donner plus d'expérience opérationnelle, leur donner plus de formation et les utiliser davantage, parce qu'ils sont les yeux et les oreilles. Plus ils seront mis à contribution, mieux ce sera pour les préoccupations plus générales du Canada en matière de sûreté et de sécurité. À cette fin, le 1<sup>er</sup> Groupe de patrouilles des Rangers canadiens a besoin du personnel de soutien et du personnel du quartier général nécessaires pour rendre possible ce genre d'expansion opérationnelle.

Je suis tout à fait d'accord avec M. Pedersen sur ce point. On pourrait peut-être avoir recours aux Rangers pour plus d'activités opérationnelles sur le terrain, notamment pour surveiller le passage du Nord-Ouest et ce genre de choses. Cependant, pour soutenir ce rythme opérationnel, il est important de s'assurer que le quartier général du 1<sup>er</sup> Groupe de patrouilles des Rangers canadiens dispose du soutien dont il a besoin.

• (1230)

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Merci.

J'ai une question supplémentaire pour vous et pour M. Pedersen.

Il y a, de toute évidence, un manque criant de personnel dans nos forces armées. Pouvez-vous nous parler de l'impact sur notre capacité de protéger et de renforcer notre Nord et de lui accorder l'attention dont il a besoin comme région où la concurrence entre le Canada, la Russie et la Chine s'intensifie?

De plus, pouvez-vous nous parler des capacités de l'effectif du programme des Rangers, comme la recherche et le sauvetage?

**M. Peter Kikkert:** Je vous répondrai que les Rangers canadiens jouent beaucoup de rôles très importants. Ils sont très actifs pour s'assurer que nos troupes — nos Forces armées canadiennes, nos groupes-compagnies d'intervention dans l'Arctique ou d'autres troupes des FAC — peuvent mener à bien des opérations dans le Nord. À mon avis, c'est l'une de leurs missions fondamentales. Ils doivent aussi s'assurer de transmettre leurs connaissances, leurs apprentissages et leurs compétences aux troupes et au personnel de l'armée qui se rendent dans le Nord. C'est vraiment important qu'ils le fassent.

Ils fournissent également une certaine capacité opérationnelle, comme surveiller le passage. En cas de catastrophe, les Rangers sont souvent mobilisés à titre de premiers intervenants pour fournir de l'aide à leurs communautés et à leurs régions. Ils remplissent donc très bien ce rôle également.

**Mme Shelby Kramp-Neuman:** Pourriez-vous compléter votre réponse en nous indiquant où nous en sommes par rapport à la nécessité d'avoir plus de personnel formé et où nous en sommes pour ce qui est de l'équipement pour les Rangers?

**M. Peter Kikkert:** Je répondrai d'abord à votre question sur l'équipement des Rangers.

Ce que j'entends le plus souvent de gens comme M. Pedersen, en sa qualité de Ranger, et d'autres Rangers, c'est qu'ils n'ont aucun problème à utiliser leur équipement. Ils le connaissent. Ils utilisent leurs motoneiges. Ils utilisent leurs bateaux pendant qu'ils patrouillent. Ils n'ont aucun problème de ce côté.

À l'heure actuelle, ils obtiennent un taux d'utilisation de l'équipement de recherche et sauvetage par lequel les militaires les indemnisent pour l'utilisation de cet équipement. Cela pourrait être augmenté. C'est ce que j'entends souvent de la part des Rangers, et je pense que M. Pedersen serait d'accord pour dire que le taux d'utilisation pourrait être augmenté. Cependant, cette idée de fournir aux Rangers des embarcations permanentes et des motoneiges permanentes qui doivent rester à l'eau pendant la moitié de l'année et qui ne peuvent être utilisées que pour les activités des Rangers... Je ne pense pas que ce soit une idée populaire chez bon nombre des Rangers à qui j'ai parlé, et je pense que M. Pedersen serait d'accord avec moi.

Augmentez le taux d'utilisation de l'équipement qui permet aux Rangers d'utiliser leur propre équipement et d'investir dans leurs propres outils.

**Le président:** Nous allons devoir en rester là.

Nous passons à Mme Lambropoulos, pour quatre minutes.

**Mme Emmanuela Lambropoulos (Saint-Laurent, Lib.):** Merci, monsieur le président.

Je remercie nos témoins d'être ici aujourd'hui pour répondre à certaines de nos questions.

Monsieur Kikkert, je vais vous poser la question, et si vous pouvez communiquer avec M. Pedersen, je vous la poserai à tous les deux. Je trouve également très malheureux qu'il ne puisse pas nous parler à cause d'un problème technique.

Selon vous, quels sont les principaux défis que les Rangers et les communautés du Nord ont relevés dans le cadre des opérations de recherche et sauvetage? Est-ce que le réchauffement de la planète rend les choses de plus en plus difficiles? Au cours des années d'expérience de M. Pedersen, a-t-il remarqué une augmentation des défis, disons, à cause de cela?

**M. Peter Kikkert:** Oui, les changements environnementaux rendent les opérations de recherche et sauvetage plus fréquentes, et l'exécution réelle de ces opérations est plus difficile. Encore une fois, l'évolution des conditions de la glace, l'évolution des conditions de la terre et les changements de saison ont tous entraîné une augmentation du nombre d'opérations de recherche au Nunavut, mais il y a aussi d'autres facteurs. C'est la perte de terres, de connaissances en matière de sécurité et de connaissances traditionnelles qui a un impact ici. Les phénomènes météorologiques plus violents sont également liés aux changements environnementaux. Il se passe beaucoup de choses dans cet espace pour provoquer une augmentation du nombre d'opérations de recherche, l'accroissement de l'activité extérieure n'étant pas le moindre de ces facteurs.



Le groupe de recherche et sauvetage de M. Pedersen, à Cambridge Bay, a été mobilisé par les opérations de secours d'écotouristes faisant du ski entre Cambridge Bay et Gjoa Haven, ce qui, à mon avis, est un très bon exemple des nouvelles pressions qui s'exercent sur le système de recherche et sauvetage en raison de l'augmentation des activités extérieures.

**Mme Emmanuella Lambropoulos:** Tout à l'heure, je vous ai entendu parler avec mon collègue au sujet des Rangers et du fait qu'ils ne veulent pas nécessairement plus d'effectifs, mais de moyens améliorés, d'une meilleure formation et d'une meilleure capacité opérationnelle. Vous avez également mentionné qu'il existe un plus grand besoin, en ce sens qu'il y a plus d'opérations de recherche et de sauvetage en raison du réchauffement climatique, et que plus de gens se rendent dans les régions du Nord. Je me demande si vous entrevoyez la possibilité de recruter davantage de Rangers.

Je sais qu'une autre question portait sur le recrutement des forces armées, et les Rangers jouent un rôle particulier dans la protection de l'Arctique. Pourriez-vous nous dire si, à votre avis, il y a une capacité de croissance. D'autres témoins nous ont dit qu'on est à peu près au maximum, en ce sens que les gens qui pourraient intégrer les Rangers y sont déjà. J'aimerais connaître votre opinion à ce sujet.

• (1235)

**M. Peter Kikkert:** Je pense que la possibilité d'expansion devrait se faire communauté par communauté, mais je me rangerai davantage à l'avis de M. Pedersen, à savoir qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter le nombre de Rangers, mais peut-être leurs capacités opérationnelles et leurs possibilités de formation.

En ce qui concerne la recherche et sauvetage, je tiens à souligner qu'à l'échelle du 1<sup>er</sup> GPRC, qui couvre le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, les Rangers n'ont été officiellement mobilisés que deux fois pour la recherche et sauvetage cette année. Les Rangers portent beaucoup de chapeaux, alors ils se portent souvent volontaires pour des équipes de recherche et sauvetage sur le terrain dans leurs communautés. Ils sont souvent membres des unités auxiliaires de la Garde côtière qui effectuent des opérations de recherche en mer. Je pense que c'est une distinction très importante. La formation donnée aux Rangers n'est pas toujours mise à profit dans des rôles officiels, mais elle sert souvent à renforcer le système de recherche et sauvetage sur une base volontaire.

**Le président:** Merci, madame Lambropoulos.

[Français]

Madame Normandin, vous avez la parole pour quatre minutes.

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup, monsieur le président.

Ma première question s'adresse à M. Kikkert.

Nous avons récemment entendu des gens de la Garde côtière canadienne et de la Marine royale canadienne nous mentionner que, pour certaines opérations de grande envergure, il devait y avoir de la collaboration avec d'autres États, notamment la Russie.

Est-ce quelque chose qu'on voit aussi du côté des Rangers canadiens? Avez-vous, à l'occasion, l'obligation de collaborer avec d'autres États pour des opérations de sauvetage?

[Traduction]

**M. Peter Kikkert:** D'un point de vue international, nos responsabilités en matière de recherche et sauvetage dépendent totalement de la coopération internationale, tout particulièrement dans l'Arctique nord-américain. Je peux penser à des liens très étroits entre la Garde côtière canadienne et le Commandement interarmées de l'Arctique au Groenland, ou nos partenaires en Alaska. Ces dimensions internationales sont essentielles à une intervention adéquate de recherche et sauvetage.

Toutefois, je dirais simplement que les liens et la coopération entre les gouvernements, les ministères et les organismes du Canada pourraient également être améliorés, surtout dans le cas d'événements très peu probables mais à conséquences élevées comme une opération de sauvetage de masse. Il s'agira d'une situation où tout le monde mettra la main à la pâte, ce qui nécessitera une collaboration de grande ampleur entre les gouvernements fédéral, territoriaux et régionaux, mais aussi avec nos partenaires internationaux.

Oui, je pense que nous pouvons nettement améliorer notre engagement international en matière de recherche et sauvetage.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Dans le même ordre d'idées, pourriez-vous nous parler de la collaboration avec la Marine royale canadienne et la Garde côtière canadienne et nous dire ce qui pourrait être amélioré, s'il y a lieu?

[Traduction]

**M. Peter Kikkert:** De façon générale, je pense qu'il faut créer plus de places pour les divers intervenants qui participent aux opérations de recherche et sauvetage de masse et aux catastrophes maritimes. Ils doivent avoir plus de places pour que les gens puissent parler, s'engager et planifier de façon continue. Cela nous ramène à l'idée selon laquelle les plans de gestion des urgences sont inutiles, mais que la planification est essentielle. Ils doivent avoir la chance de s'asseoir, de discuter des plans, de discuter des rôles et des responsabilités et de vraiment déterminer comment procéder. Il n'y a rien de plus complexe et de plus difficile qu'une opération de sauvetage de masse dans l'Arctique. Plus il y aura de planification et plus nous pourrons établir de relations en prévision de cela, mieux ce sera.

Une partie des tables rondes que nous venons de tenir étaient des exercices de simulation pour essayer de comprendre ces différents rôles et responsabilités. Je peux dire qu'il y a place à l'amélioration pour s'assurer que tous sont parfaitement au courant de ce qu'il y a à faire et qu'ils sont la même longueur d'onde en ce qui concerne leur responsabilité.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci beaucoup, monsieur Kikkert.

Madame Vullierme, j'aimerais vous poser une question rapidement.

Vous avez parlé de l'esprit de collaboration entre les Rangers et les communautés locales. Les communautés sont prêtes à donner un coup de pouce, et on pourrait les former un peu plus.

Utilise-t-on ce potentiel suffisamment? Avez-vous constaté que ces communautés sont une ressource sous-utilisée, d'une certaine façon?

**Mme Magali Vullierme:** Oui et non. À vrai dire, les Rangers font partie des communautés. Dans le Nord, par exemple, les Rangers sont des Inuits qui habitent dans les communautés inuites. Ce sont des leaders qui font partie de ces communautés. Ces ressources sont donc déjà très bien utilisées.

Permettez-moi de vous expliquer un peu plus la situation. On parlait du recrutement des Rangers, mais, comme l'a dit M. Kikkert, le but n'est pas d'en recruter plus, mais de mieux les former.

En revanche, à moyen et à long terme, l'absolue nécessité sera vraiment de soutenir le Programme des Rangers juniors canadiens. Sans juniors, il n'y aura plus de Rangers dans quelques années, puisqu'il n'y aura pas assez de personnes issues des communautés qui connaissent bien leur environnement et qui savent survivre dans leur environnement. Il y a donc vraiment un besoin de soutenir ce programme destiné aux jeunes.

Ce programme est très prisé. Au Québec, par exemple, il y a plus de patrouilles de juniors que de patrouilles de Rangers. Il y a donc tout un vivier de jeunes qui seront potentiellement recrutés dans des patrouilles de Rangers par la suite.

Il faut s'appuyer sur cette jeune génération, qui a envie de participer à la communauté, qui a envie de jouer un rôle et qui, en plus, regarde les Rangers comme des leaders, des modèles et des exemples à suivre pour plus tard.

• (1240)

**Le président:** Merci, madame Normandin.

[Traduction]

Madame Mathysen, vous avez quatre minutes.

**Mme Lindsay Mathysen:** Merci beaucoup à tous les témoins, qu'ils puissent ou non nous parler. Je vous remercie tous d'avoir pris le temps de venir nous rencontrer aujourd'hui.

Monsieur Kikkert, vous avez dit que les Rangers canadiens avaient leur propre équipement. Ils aiment avoir leur propre équipement et être en mesure de le contrôler, de le réparer et de l'utiliser pour leur propre usage, et de le louer lorsque d'autres organisations en ont besoin ou pour cette éventualité de recherche et sauvetage. Vous avez aussi dit qu'une augmentation du taux d'utilisation de l'équipement serait utile. Ce paiement a-t-il suivi l'augmentation de l'inflation et des coûts connexes?

**M. Peter Kikkert:** C'est sur ce sujet que M. Pedersen serait beaucoup mieux placé pour répondre. Il était en patrouille cet été.

Je dirais que ce que j'ai entendu des Rangers — monsieur Pedersen, faites un signe de la tête si c'est exact —, c'est que le taux d'utilisation de l'équipement n'a pas vraiment suivi ces changements ou l'inflation. Je pense qu'une contribution vraiment substantielle du point de vue des Rangers serait d'augmenter le taux d'utilisation de l'équipement et de veiller à ce qu'ils puissent réinvestir dans leurs machines, dans leurs outils et leur équipement, ce qui les rendrait beaucoup plus efficaces comme gardiens de la terre, mais aussi comme chasseurs et comme pêcheurs qui nourrissent leurs familles.

Alors oui, il faut augmenter ce taux d'utilisation. Je pense que c'est le message que M. Pedersen transmettrait certainement ici, et je suis d'accord avec lui.

**Mme Lindsay Mathysen:** Il a levé le pouce. C'est bien.

Pour ce qui est de l'organisation, sachant ce qu'implique l'inventaire et la possibilité de faire appel à ces pièces et aux personnes

concernées, pas seulement l'équipement, mais aussi le personnel, y a-t-il quelqu'un qui organise tout cela? Est-ce plus nécessaire? Nous avons entendu parler d'un manque de compréhension de l'inventaire que nous avons dans le Nord. Est-ce un problème?

**M. Peter Kikkert:** Je pense que le quartier général d'un groupe de patrouilles des Rangers a une très bonne idée du nombre de Rangers qu'il y a dans sa communauté et des ressources auxquelles ces Rangers ont accès. Je ne pense pas que ce soit un problème particulier pour le 1<sup>er</sup> Groupe de patrouilles des Rangers canadiens.

Mme Vullierme pourrait peut-être vous en parler davantage du point de vue du 2<sup>e</sup> Groupe de patrouilles des Rangers canadiens. Il est certain que le QG des Rangers a une assez bonne idée de ce que ses Rangers peuvent et ne peuvent pas faire dans le Nord.

**Mme Lindsay Mathysen:** J'aimerais beaucoup que vous fassiez parvenir au Comité votre document intitulé « *Strengthening Search and Rescue in Nunavut: Approaches and Options* ». Si vous pouviez le déposer auprès du Comité, nous vous en serions reconnaissants.

Je pense que vous avez demandé l'intervention d'un agent ou d'un bureau de la sécurité publique. Pouvez-vous nous expliquer cela et nous dire pourquoi vous pensez que ce serait utile?

**M. Peter Kikkert:** Oui. En fait, c'est un projet sur lequel j'ai travaillé avec M. Pedersen. Nous en avons écrit davantage sur ce sujet depuis. Je serais heureux de vous faire parvenir le travail que nous avons réalisé.

Je dirais qu'il ressort de notre travail sur les opérations de recherche et de sauvetage que certaines communautés effectuent 30 à 35 recherches par an, ce qui représente énormément de travail pour les coordonnateurs qui sont des bénévoles. Et il ne s'agit pas seulement des opérations de recherche et de sauvetage, car il y a aussi l'organisation, la gestion du carburant et de la nourriture et toute la paperasse. C'est un véritable boulet.

L'une des propositions était la suivante: pourquoi ne pas rémunérer des coordonnateurs des opérations de recherche et de sauvetage à l'échelon communautaire? Certaines communautés ne procèdent qu'à une ou deux opérations par an. Est-ce vraiment raisonnable pour l'Inuit Nunangat? La proposition à laquelle notre travail a abouti était la suivante: pourquoi ne pas créer un poste d'agent de sécurité publique communautaire qui serait chargé de la coordination des opérations de recherche et de sauvetage, de la préparation aux situations d'urgence et de la sécurité maritime, qui donnerait des formations dans les écoles pour faire de la prévention en matière de SAR et qui accomplirait toutes sortes de tâches liées à la sécurité, à la gestion des urgences et à la résilience des communautés? Il s'agirait, bien sûr, d'une personne de la région, ayant déjà des liens forts, qui pourrait se fondre sans trop de difficulté dans l'ensemble de la communauté.

C'est l'idée qui est au cœur du programme d'agent public communautaire. Nous avons voulu faire le lien entre les opérations de recherche et sauvetage et toute une série d'autres exigences et de besoins des communautés du Nord. La personne agissant au niveau local ferait le pont entre les différentes agences fédérales et territoriales qui composent le tableau...

• (1245)

**Le président:** Merci.

**Mme Lindsay Mathysen:** J'invoque le Règlement.

**Le président:** Quel est votre rappel au Règlement?

**Mme Lindsay Mathyssen:** Comme M. Pedersen est un témoin extraordinaire et que nous ne pouvons pas l'entendre, je suggère de lui procurer des écouteurs fonctionnels, nous pourrions l'inviter à revenir témoigner devant le Comité. Bien sûr, s'il souhaite ajouter quelque chose, il pourra toujours le faire sous forme écrite adressée au Comité.

Son témoignage serait d'une grande valeur et d'une grande utilité pour ce comité. Il serait judicieux de lui accorder ce temps.

**Le président:** Ce n'est pas un rappel au règlement, mais c'est une bonne idée. J'allais faire la même suggestion à la fin de la séance.

**Mme Lindsay Mathyssen:** Les grands esprits...

**Le président:** C'est tout de même étrange.

M. Pedersen a probablement fait la meilleure présentation jusqu'à présent et il n'a pas dit un mot.

Sur ce, chers collègues, il ne nous reste plus que 15 minutes, plus que trois minutes chacun.

Nous allons commencer par Mme Gallant, pour trois minutes.

**Mme Cheryl Gallant:** En fait, monsieur le président, c'est M. Kelly qui va commencer.

**Le président:** D'accord. Vous lui cédez votre tour de parole.

Monsieur Kelly, vous avez trois minutes.

**M. Pat Kelly (Calgary Rocky Ridge, PCC):** Merci, monsieur le président.

Tout à l'heure, Monsieur Kikkert, dans votre présentation, vous avez évoqué l'identification, par les Rangers situés sur la côte, de navires croisant dans les eaux canadiennes. Je ne suis pas certain d'avoir bien compris si M. Pedersen a ou n'a pas participé à l'opération dont il a été question. Il a été fait mention des connaissances limitées du domaine par la marine.

Les Rangers sur la côte sont-ils plus à même d'identifier les navires dans les eaux canadiennes?

**M. Peter Kikkert:** C'est une excellente question. Il faut d'abord comprendre la complexité de cet environnement. Beaucoup d'activités à l'heure actuelle contribuent à accroître notre connaissance du domaine, au sol comme en mer.

Des observateurs maritimes inuits participent au programme de la Nunavut Tunngavik Incorporated pour surveiller le trafic maritime. Le voilier néo-zélandais qui se déplaçait dans le passage du Nord-Ouest a été repéré pour la première fois par M. Bobby Klenzenberg, un observateur maritime inuit de Cambridge Bay. Il l'a vu de sa cabine. C'est un ami de M. Pedersen.

Deuxièmement, il y a la Garde côtière auxiliaire qui met les bateaux à l'eau pour les opérations de recherche et sauvetage, mais qui peuvent aussi garder un œil sur le trafic maritime, sur les points chauds potentiels, etc.

Bien sûr, les Rangers canadiens le font aussi. Quand ils sont sur le terrain, en tant que civils ou dans le cadre d'exercices et d'opérations réels, ils rapportent ce qu'ils voient au quartier général des Rangers.

**M. Pat Kelly:** Merci.

En effet, les Canadiens sont reconnaissants de disposer de ces ressources, de pouvoir compter sur elles. Compte tenu de la superficie incroyable à couvrir, le fait d'avoir une connaissance large du

domaine maritime dans tout l'Arctique représente-t-il un système infaillible?

**M. Peter Kikkert:** C'est une des pièces du puzzle. Tous les composants, des satellites aux avions en passant par les navires, doivent faire partie de la solution. Chacun contribue à sa manière. Les organisations de terrain font partie de ce tableau plus large.

Si vous me permettez, j'aimerais lire une recommandation de M. Pedersen. Il s'agit d'une de ses conclusions: « Je ne suis pas trop préoccupé par la possibilité d'une invasion terrestre russe. Cela entraînerait probablement la plus grande opération de recherche et de sauvetage que le Nord ait jamais vue. Néanmoins, les Forces armées canadiennes doivent être en mesure d'opérer efficacement dans le Nord et disposer des capacités de surveillance nécessaires pour être à l'affût de ce qui se passe dans mon pays. Pour soutenir ces efforts, nous avons besoin d'infrastructures appropriées. Il nous faut des pistes d'atterrissage pour les aéronefs militaires, des ports en eaux profondes pour les navires. »

Les organismes communautaires dont nous avons parlé, la surveillance maritime inuite, la Garde côtière auxiliaire, les Rangers et les garde-côtes inuits, tous ces acteurs jouent un rôle très important, mais, oui, nous avons également besoin de la contribution des autres paliers.

**Le président:** Merci, monsieur Kelly.

Soit dit en passant, c'est une excellente recommandation.

Madame O'Connell, vous avez trois minutes.

**Mme Jennifer O'Connell:** Merci, monsieur le président.

Je remercie tous les témoins de leur présence.

Comme je ne dispose que de peu de temps, je vais poser la question aux deux témoins en mesure de me répondre.

Pour ce qui est de la formation et de l'équipement, si je me fie à ce que l'on a entendu aujourd'hui, les demandes sont très claires. Qu'en est-il des exercices organisés, quel rôle le Canada peut-il jouer, que ce soit avec les Rangers ou d'autres organisations locales qui pourraient être appelés à prendre part à certains exercices avec nos alliés? On ne peut pas se limiter à une formation initiale, la préparation de tous les intervenants nécessitant un processus de formation continue étant donné que la nature des exercices évolue et se transforme. Pourriez-vous tous les deux nous en dire plus sur les exercices?

• (1250)

**M. Peter Kikkert:** Je peux intervenir rapidement pour vous dire qu'un programme d'exercice assez sophistiqué est actuellement en cours. Il est dirigé par la Garde côtière dans le cadre de son programme de formation et d'exercice, en collaboration avec l'industrie des croisières en particulier, pour s'assurer que ce secteur est prêt en cas d'opération de sauvetage de masse dans le nord.

L'on effectue aussi des exercices dans le cadre de l'opération Nanook-Tatigiit, qui se concentre sur les opérations de recherche et de sauvetage et la gestion des urgences dans le Nord. Il y a toutes sortes d'exercices.

J'aimerais que ces partenariats soient maintenus et, comme vous le dites, qu'il y en ait plus encore. Je pense qu'ils contribuent grandement à préparer le Nord à faire face à certains des problèmes de sûreté et de sécurité auxquels il sera confronté dans un proche avenir.

[Français]

**Mme Magali Vullierme:** De mon côté, je peux parler des forces armées françaises, avec lesquelles j'ai parlé et travaillé. Lors d'exercices bilatéraux et multilatéraux, des soldats français du Groupe militaire de haute montagne ont travaillé avec des Rangers canadiens et ont bénéficié de leurs conseils. C'est un exemple très pratique.

En ce qui concerne les entraînements, le lieutenant-colonel Mainville, qui était le commandant du 2e Groupe de patrouilles des Rangers canadiens jusqu'à cette année, m'a indiqué que les changements climatiques avaient déjà des conséquences sur les périodes durant lesquelles les Rangers peuvent s'entraîner. Celles-ci se trouvent à être raccourcies. Les conditions climatiques de plus en plus imprévisibles perturbent ces exercices. C'est un facteur qu'il faut également prendre en compte lors des exercices annuels des patrouilles de Rangers.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Il vous reste une minute, madame Normandin.

[Français]

**Mme Christine Normandin:** Merci, monsieur le président.

Monsieur Kikkert, j'aimerais vous ramener à une déclaration que vous avez faite dans le cadre de notre étude antérieure sur le recours aux forces armées dans des situations comme celles causées par les changements climatiques. Vous avez mentionné que, plus on recourt aux forces armées pour des exercices intérieurs, moins elles sont formées au combat, ce qui peut être un problème.

Est-ce que votre commentaire tient aussi pour ce qui est des opérations dans le Nord, où le milieu est beaucoup plus hostile?

Cela pourrait aussi faire partie de la formation de nos militaires: nous pourrions les envoyer faire des exercices dans le même style que l'opération Lentus, mais dans le Nord.

[Traduction]

**M. Peter Kikkert:** C'est un excellent point. Je pense que la mobilisation croissante des Forces armées canadiennes dans des opérations d'intervention dans le Sud représente un réel défi pour le Nord, qui dispose de moins de ressources pour les interventions d'urgence et la gestion des urgences. Les Forces armées canadiennes devraient être en mesure de mener des opérations sur ce territoire, mais je pense que les résidents du Nord sont profondément préoccupés par le fait que les FAC sont de plus en plus appelées à intervenir en urgence en Nouvelle-Écosse ou en Colombie-Britannique, et ils ont le sentiment que le Nord est peut-être laissé pour compte.

C'est un élément important à prendre en considération: les autres administrations devraient se doter de leurs propres capacités pour permettre aux FAC, qui disposent de capacités exceptionnelles et d'une autonomie absolument nécessaires pour différents scénarios d'intervention d'urgence dans le Nord, d'intervenir dans cette région. C'est pourquoi...

**Le président:** Merci. Je suis désolé, encore une fois. Je ne peux que répéter que je suis désolé.

Madame Mathysen, vous avez une minute.

**Mme Lindsay Mathysen:** C'est ironique, étant donné que nous ne puissions pas entendre le témoin qui connaît le terrain, mais... pour ce qui est de la présence sur le terrain, il a été question de la

perte de connaissance des terres et du savoir traditionnel. Comment pouvons-nous nous assurer que les Rangers et les autochtones au sein des différents organes de décision seront effectivement aux commandes, qu'ils seront appelés à jouer un rôle de premier plan; comment s'assurer que leurs voix seront entendues?

**M. Peter Kikkert:** Les Rangers dirigent actuellement le 1<sup>er</sup> Groupe de patrouilles des Rangers canadiens à Yellowknife. Les dirigeants des Rangers de partout dans le Nord se sont réunis pour échanger avec le 1<sup>er</sup> GPRC, pour faire part de ce qu'ils aimeraient qui soit fait dans un avenir rapproché. Je pense que c'est une excellente chose que l'organisation permette aux Rangers de dire ce qu'ils pensent.

S'agissant de la transmission du savoir traditionnel et de faire en sorte qu'e celui-ci fasse partie des solutions aux défis auxquels nous sommes confrontés, je pense que M. Pedersen dirait ceci: Quand il était au secondaire, les salles de classe offraient de nombreuses occasions d'apprentissage de ce savoir-faire et de transmission du savoir traditionnel, mais ces occasions ont toutes disparu. Le programme des Rangers juniors canadiens, les RJC, est fantastique, mais il n'est pas [*difficultés techniques*] autant d'enfants que nécessaire dans les communautés.

Ramener les compétences et le savoir traditionnel dans les écoles, voilà qui représente une excellente façon d'aller de l'avant.

• (1255)

**Le président:** Nous allons devoir nous arrêter ici.

M. Kikkert semble avoir des problèmes au niveau de l'alimentation de son appareil. J'espère que cela n'a pas créé de difficultés.

Il ne nous reste plus que trois minutes. Monsieur Kelly, vous avez trois minutes. N'est-ce pas?

**Mme Cheryl Gallant:** Je vais prendre la parole.

**Le président:** Allez-y, madame Gallant.

**Mme Cheryl Gallant:** Que pensez-vous des solutions à apporter à la pénurie de capital humain pour moderniser les infrastructures qui sont indispensables au bon fonctionnement du NORAD?

**Le président:** À qui posez-vous la question?

**Mme Cheryl Gallant:** À Mme Vullierme.

**Mme Magali Vullierme:** Je suis désolée. Je n'ai pas entendu la question.

**Mme Cheryl Gallant:** Quelles sont, à votre avis, les solutions au manque de capital humain disponible pour effectuer la mise à niveau des infrastructures essentielles au bon fonctionnement du NORAD?

**Mme Magali Vullierme:** Vous parlez de l'utilisation des Rangers pour la surveillance de ces infrastructures?

**Mme Cheryl Gallant:** Non. Il y a une pénurie de personnel dans le Nord. Bon, je vais passer à ma prochaine question.

À part les États-Unis, la Russie, la Nouvelle-Zélande et la Chine, les Rangers ont-ils observé la présence d'autres pays dans les eaux arctiques, au nord du Canada?

Cette question s'adresse à l'un ou l'autre des témoins.

**M. Peter Kikkert:** Je ne peux pas répondre à cette question. Les militaires auraient probablement accès à cette information.

Je précise que ce n'est pas un Ranger qui a repéré ce voilier néo-zélandais, mais un membre du programme de surveillance marine inuit. Il faut leur en accorder le mérite.

**Mme Cheryl Gallant:** D'accord.

En ce qui concerne les Rangers, outre l'augmentation de la valeur des compensations pour leur équipement, en quoi consisterait la formation accrue qu'ils ont demandée, par exemple pour le GPS? Quels sont leurs besoins pour cette formation?

**M. Peter Kikkert:** Je vois beaucoup de possibilités. Selon où ils se trouvent, les Rangers voudront peut-être suivre une formation plus poussée en matière d'intervention d'urgence pour mieux faire face aux différentes urgences auxquelles sont confrontées leurs communautés, qu'il s'agisse de feux de forêt, de feux de toundra ou d'inondations. Ils peuvent être appelés à répondre à toutes sortes d'urgences. Je pense qu'élargir ce type de formation serait...

**Mme Cheryl Gallant:** Je vois. Pour ce qui est de l'orientation et de l'utilisation d'un GPS, préféreraient-ils sortir de leur territoire pour recevoir une formation, ou que les entités viennent à eux pour que cette formation soit dispensée dans leur environnement?

**M. Peter Kikkert:** Je pense que M. Pedersen souhaite que cette formation soit dispensée dans les communautés, au niveau régional.

Je sais que certains Rangers se sont rendus dans le nord de l'Australie, par exemple, pour recevoir une formation. Ces échanges sont très importants. Pour l'essentiel, je pense que la formation doit être dispensée au niveau local pour faire en sorte que la majorité des Rangers en bénéficient.

**Le président:** Merci, madame Gallant.

Monsieur May, à vous les trois dernières minutes.

**M. Bryan May:** Merci, monsieur le président.

Mes questions s'adressent à Mme Vullierme.

Vous avez déjà écrit sur les avantages pour le Canada d'accroître sa participation aux exercices alliés de l'OTAN dans la région de l'Arctique. Pensez-vous que le Canada en fait assez en termes de participation aux exercices organisés par les alliés du nord de l'OTAN?

[Français]

**Mme Magali Vullierme:** Je pense que le Canada fait ce qu'il peut avec les capacités qu'il a.

En ce qui concerne l'Arctique, on a souvent tendance à comparer les capacités de la Russie à celles du Canada. Or, il faut considérer qu'une ville comme Mourmansk, en Russie, compte environ 300 000 habitants, alors qu'il n'y a pas du tout de communautés arctiques de 300 000 habitants au Canada.

Je pense qu'il faut remettre tout cela dans un contexte général et dans un contexte ah doc au Canada. La participation des Canadiens ne peut pas être aussi importante que celle des Américains, car les communautés arctiques que nous avons sont beaucoup moins densément peuplées que celles d'autres États arctiques.

• (1300)

[Traduction]

**M. Bryan May:** Outre les exercices militaires, voyez-vous d'autres possibilités pour le Canada d'approfondir sa coopération avec ses alliés de l'Arctique?

[Français]

**Mme Magali Vullierme:** Revenons au modèle canadien.

Ce qui revient le plus souvent au sujet de la position canadienne dans les régions arctiques, c'est l'appui des gouvernements fédéral et provinciaux aux communautés autochtones. Ce qui fait vraiment la force du Canada dans la géopolitique arctique, ce sont d'abord les Autochtones.

Il reste du travail à faire, mais, dans le discours politique et dans les faits, le Canada est l'État qui en fait le plus pour ses populations autochtones. Il faut continuer d'appuyer cela, sur le plan de la diplomatie, en mettant également en avant les Rangers canadiens, qui peuvent servir de modèle, par exemple.

Du côté du Groenland, il y a la patrouille Sirius. Elle est composée quasi exclusivement de Danois qui patrouillent au Groenland. Cela pourrait être très utile d'exporter le modèle des Rangers canadiens au Groenland, entre autres, pour montrer à ces gens les pratiques exemplaires que nous avons en ce qui concerne les Autochtones et les allochtones.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Merci, monsieur May.

C'est maintenant la fin de notre deuxième heure.

Au nom du Comité, je tiens à remercier M. Kikkert et Mme Vullierme.

Monsieur Pedersen, vous vous exprimez de façon fort éloquent, sans prononcer un seul mot. Notre greffier vous enverra, bientôt je l'espère, une invitation pour voir si nous pouvons ajuster votre appareil. J'ai hâte que vous puissiez vous adresser au Comité et que vous nous fassiez part de votre expérience. Notre comité a manifestement grand besoin de vos connaissances et des expériences que vous avez vécues.

Je remercie M. Kikkert d'avoir fait de son mieux pour remplacer au pied levé.

Chers collègues, avant de lever la séance, nous entendrons Mme la juge Arbour jeudi. J'ai l'intention de passer au moins une heure avec elle. J'aimerais également réserver une partie de ces deux heures pour les travaux du Comité. Nous avons dû jongler avec les horaires, et il a été très difficile de réunir un groupe de personnes. De plus, la vérificatrice générale doit comparaître le 8, en compagnie de Mme Jody Thomas, conseillère à la sécurité nationale. Nous devons simplement travailler ensemble pour le dernier droit.

Je vois que M. Bezan lève la main.

**M. James Bezan:** Monsieur le président, je demande des précisions.

Quand nous recevrons la vérificatrice générale, est-ce que le conseiller à la sécurité nationale l'accompagnera, ou s'agira-t-il de la poursuite de l'étude que nous faisons actuellement?

**Le président:** Ce sont des séances distinctes. L'intention est d'avoir des séances distinctes.

**M. James Bezan:** Je pense que pour la vérificatrice générale, nous aimerions avoir une séance de deux heures, sur la base de son rapport et de la nécessité d'approfondir ce sujet.

Je propose que nous invitions Mme Thomas à comparaître à un autre moment. Ce pourrait être jeudi, si nous n'avons qu'une heure avec...

**Le président:** Peut-être ignorez-vous à quel point il est difficile de faire venir ces gens.

• (1305)

**M. James Bezan:** Je ne suis pas ici pour vous simplifier la vie.

**Le président:** Et vous le faites assez bien.

Je ne vais pas répondre à votre intervention à ce stade. Je vous demanderai de garder votre intervention pour notre prochaine rencontre.

En attendant, la séance est levée.

---









Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>